

QUEL ESPACE POLITIQUE POUR LES ECOLOGISTES ?

Eléments épars de réflexion

Par Dominique Lévèque

Mars 2013

INTRO

DEMAIN N'EST PAS FORCEMENT UN AUTRE JOUR

LES ENJEUX

LA GAUCHE EN PANNE

LES DEFIS DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

UN ESPACE POUR EELV ?

RESTAURER LA CRITIQUE SOCIALE

PROMOUVOIR DES PERSPECTIVES POLITIQUES REALISABLES ET DESIRABLES

OUVRONS LES FENETRES ET ... NOS HEMISPHERES !
(Pour la création d'un *Atelier écologique*)

*« Comme Cézanne se demande si ce qui est sorti de ses mains
Offre un sens et sera compris, comme un homme de bonne volonté,
Considérant les conflits de sa vie, en vient à douter que les vies
Soient compatibles entre elles, le citoyen d'aujourd'hui n'est pas sûr
Que le monde humain soit possible. Mais l'échec n'est pas fatal.
Cézanne a gagné contre le hasard. Les hommes peuvent gagner
Aussi, pourvu qu'ils mesurent le risque et la tâche »*

Maurice Merleau-Ponty (préface de « Sens et non-sens », 1948)

Nous vivons non seulement une crise mais aussi une métamorphose.

Et d'abord une crise de confiance que l'actualité judiciaire qui touche une partie des hommes politiques exacerbe cruellement et qui pourrait déboucher, si nous n'y prenions garde, vers des modes de manifestation et de contestation éloignés des schémas conventionnels démocratiques. Car étant fondés plus sur le ressentiment que sur l'espérance.

D'autant que les français ont l'impression d'assister aujourd'hui à une vraie régression. Les privilèges de naissance et le patrimoine venant concurrencer le capital humain, le mérite. C'est un type d'inégalité violent, que l'on croyait avoir dépassé. Le risque est réel d'un retour possible à des structures de classes plus proches du XIX^e siècle que de celles des Trente Glorieuses.

A l'heure où l'on nous distrait avec les histoires de patrimoine de nos ministres (ou encore, à un autre niveau, avec des lois sociétales, qui n'en sont pas moins justes, mais qui déportent les priorités et les préoccupations majeures des françaises et des français, type « mariage pour tous »), alors qu'il y a urgence à penser et à agir sur les questions sociales et fiscales, le choc de confiance se fait de plus en plus attendre. Nos concitoyens ont surtout du mal à admettre ce paradoxe qui a fait que la « crise » du capitalisme a eu comme conséquence le renforcement du pouvoir de ce même capitalisme et l'instauration d'un véritable gouvernement économique néolibéral en Europe à la faveur de prétendus remèdes qui ont surtout réussi à préserver les profits faramineux des banques et des banquiers !

Des concitoyens qui n'en sont pas moins désappointés de constater que le crédit se porte mal, au point d'asphyxier des pans entiers de notre économie (PME...), alors que les banques, elles, se portent globalement bien...

Le plus immoral pour eux étant de réaliser que l'opération de police économique et financière est menée par les délinquants eux-mêmes !

L'Europe communautaire, dont l'idéologie officielle reste le libéralisme, ne sort pas renforcée de la situation actuelle - c'est le moins que l'on puisse dire ! - aux yeux des populations européennes, incapable qu'elle est de relancer l'économie, refusant toujours obstinément à être la Banque des Etats européens, capable de leur prêter de l'argent et d'imaginer une politique qui se donnerait la croissance pour objet, la rigueur pour règle et un certain désendettement comme passage impératif. Sans compter qu'elle paie au prix fort en termes d'image la politique de fuite en avant de bien des Etats plus soucieux de la désigner comme bouc émissaire des difficultés rencontrées que de se donner les moyens d'une réelle intégration politique et économique.

Le résultat est que les populations sont les premières victimes de cette politique récessionniste.

Le chômage d'aujourd'hui pèse sur l'économie, et celui à venir sur le moral.

Les fermetures d'entreprises entretiennent, notamment chez les couches populaires, un désespoir diffus qui brouille les repères traditionnels.

Qui ne voit les signes de cette démoralisation dans la perte de confiance dans la politique comme instrument de maîtrise des destinées collectives, dans une méfiance rampante envers les partis politiques qui semblent s'ingénier à masquer leurs différences, entraînant une inévitable confusion des valeurs ?

DEMAIN N'EST PAS FORCEMENT UN AUTRE JOUR

Depuis trente ans, le partage des richesses dans la plupart des pays développés s'est déformé au bénéfice des actionnaires. En France, cette déformation prive les salariés de quelques 90 à 100 milliards d'euros de revenus par an. Et, plus destructeur, on a assisté à l'accroissement de l'écart dans la répartition du revenu. Au cours de la dernière décennie, 80 % des augmentations de salaires ont été captés par le 1 % des salariés les plus riches. Finalement, l'économie de marché ne veut pas ou ne peut pas augmenter les salaires et compte sur les patrimoines et la dette pour compenser cette rigueur salariale. On ne dira jamais assez combien remplacer le salaire par la plus-value en capital réelle ou virtuelle vise à maintenir une société de la rente.

On veut faire croire que la mondialisation condamne les salariés des pays riches à la baisse de leur rémunération. Or nous savons qu'en réalité la concurrence ne se fait pas, pour l'essentiel, par les salaires, mais par le "climat des affaires" (sécurité juridique, niveau d'éducation...). D'ailleurs, les pays à hauts salaires restent les premiers acteurs du capitalisme. Si toute la richesse allait aux employés les moins payés de la planète, il suffirait de quelques années de globalisation à la Birmanie ou à Haïti pour vivre dans l'opulence. Dans le monde actuel, capital et travail ne luttent pas à armes égales. Le capitalisme est mondial, le syndicalisme, comme la démocratie, est resté local. Les salariés et leurs représentants ne doivent pas oublier les préconisations de Marx, partisan d'une lutte à l'échelle mondiale (sic !)

On n'aura jamais autant parlé de patrimoine que ces dernières semaines. Mais cette question renvoie surtout en creux à ce qui contrarie, participe de l'inquiétude de nos concitoyens. Mais dont curieusement pas grand monde ne parle. Selon l'économiste Thomas Piketty, la moitié de la population hérite de rien ou presque rien, les 10% du dessus vont hériter de 500 000 euros et plus. Et les 40% du milieu héritent de 100 000 euros en moyenne.

La différence avec les Trente Glorieuses, c'est que le niveau global de ces patrimoines hérités, par rapport aux revenus du travail, a énormément progressé. Il faut rappeler qu'une vie de smic, c'est 500 000 euros.

On avait cru à un moment que la dimension héritage avait totalement disparu, on avait cru penser un monde avec des inégalités uniquement salariales et professionnelles. Dans le

fond, tout le monde est d'accord, même le Parti communiste : il faut des cadres pour diriger les ouvriers, et il est normal qu'ils soient payés trois fois plus.

En 1913, le 1% des Français les plus riches accaparait 53% du patrimoine total. Il n'en détenait plus que 20% en 1984, mais en 2010 le taux est remonté à 24% du patrimoine total. Les 10% les plus riches détiennent 62% du patrimoine total. (Sources : RevolutionFiscale.fr et Insee.)

Il y a l'égalité du droit de vote et la réalité des inégalités sociales et économiques. Mais ces dernières sont censées être fondées sur une justice, sur l'utilité commune, le mérite. Et c'est là que le bas blesse et que la question du patrimoine peut apparaître comme violente aux plus défavorisés, à tous ceux qui subissent la désaffiliation sociale, mais aussi aux classes moyennes.

L'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme dit pourtant que les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité sociale. Oui, il y a des inégalités, mais fondées sur le travail. C'est ce qui rend les inégalités supportables en démocratie.

Et puis il y a les autres. Toutes les autres, elles, de plus en plus insupportables.

Quand il ne reste plus la confiance économique; quand il ne reste plus la confiance sociale, quand il ne reste plus la confiance morale et que la confiance politique risque par ricochet d'en prendre un coup, voire plus, si par inadvertance, l'on en venait à décevoir en même temps et la droite et la gauche, que reste-t-il ?

Un abîme pour un mouvement de résignation, au pire une hotte aspirante pour les extrêmes et les populistes de tous poils qui ne vont pas se gêner pour surfer sur le sentiment d'effarement des français. La crise économique dont on nous dit que nous sommes sortis - la blague ! - n'a pas fini d'aggraver la crise sociale. Le risque est réel d'avoir affaire à des mouvements qui sont le contraire des mouvements sociaux tels que nous les connaissons, des mouvements de repli sans autre orientation possible que la violence.

Mais il y a plus grave : On a bien vu, à l'occasion du débat et du vote au Parlement sur la question du *mariage pour tous*, combien la droite institutionnelle, pressée de se refaire la cerise, a décomplexé une droite extrême qui ne trouvait jusque là que le Front National pour s'exprimer, mais que la stratégie de Marine Le Pen a laissé sans voix. Puisant dans le vivier des catholiques intégristes, les mouvements droitistes universitaires, surfant sur le refuge de la famille en période de crise, la hantise du déclin du monde occidental, la hantise du métissage.

On voit combien la constitution de ce qui ressemble à un *Tea Party* à la française, excité à l'idée de faire un *Mai 68 à l'envers*, est le produit du legs des années Sarkozy.

On a manifestement sous-estimé le bilan économique de Nicolas Sarkozy, mais aussi son bilan *sociétal*. Une partie du pays est toute énervée, se réfugiant dans la haine du voisin de palier. Divisant, émiettant un peu plus le pays.

Le pays lui-même est piégé par ses déficits, miné par sa désindustrialisation, handicapé par la suprématie de la rente. La France apparaît telle qu'elle est : malade, pas loin de la maniaque-dépression. La part du travail productif se réduit dangereusement. Les grands groupes sont compétitifs mais hors hexagone. L'investissement, malgré des efforts sans précédent de l'Etat - encore 20 milliards sans contrepartie - ne démarre pas. La croissance est nulle. Les derniers chiffres du chômage sont plus qu'inquiétants.

Pourtant les atouts français sont patents. Nos chercheurs reconnus. Nos infrastructures demeurent de qualité, même si certaines sont vieillissantes. Nos techniciens, notre productivité, notre ingénierie, notre démographie sont enviés.

Il reste qu'il y a le sentiment et la réalité d'une panne française.

On le voit bien dans la succession d'emballements quasi hystériques autour d'un certain nombre de débats secondaires, qui servent d'exécutoire à la recherche d'une identité perdue ou d'un âge d'or ancien. Puis, dans ces phases d'abattelements débouchant sur une haine de soi (une haine de la France ?), un repli communautaire, un fantasme identitaire et un consumérisme boulimique mais bridé par un pouvoir d'achat rogné et le précarier.

De ce point de vue, le résultat de la dernière législative partielle de l'Oise doit constituer un signal d'alerte.

Sachant qu'on ne se sort pas d'une crise morale par des seules mesures politiques...

Même si les annonces fortes du Président de la République avec la création d'un parquet financier et d'une Haute Autorité de contrôle du patrimoine et des conflits d'intérêt vont plutôt dans le bon sens...

En tous cas, ça nous change de son prédécesseur qui, à peine élu, en héraut d'une nouvelle droite totalement décomplexée, se posait en défenseur de l'irresponsabilité pénale pour les milieux d'affaires ! Suivie de la ministre de la Justice, qui soulignait « l'inconvénient majeur " d'une pénalisation excessive " pour la vie économique (sic !) On a déjà oublié les déclarations d'intention de son prédécesseur à l'occasion de l'université du Medef, quand il déclarait vouloir "mettre un terme" à la pénalisation du droit des affaires, au prétexte qu'elle relèverait du goût du risque et d'entreprendre !! Le même qui s'est ensuite évertué à dépouiller systématiquement le Pôle financier de ses moyens et à jeter l'opprobre sur ses magistrats...

Si l'on est vraiment attaché à construire une "*république exemplaire*", il est juste temps d'agir. D'abord, en restaurant l'indépendance de la justice, par la loi, pour pérenniser les bonnes pratiques affichées, et sans doute passer par une réforme constitutionnelle pour dissiper durablement le soupçon de partialité dans l'action des procureurs. Certes, cette Haute Autorité apparaît faire doublon avec le Service central de prévention de la corruption, créé par la loi Bérégoz - Sapin du 29 janvier 1993 ? On aurait peut-être pu simplement rénover ce SCPC et le doter de garanties d'indépendance. Comme de nouvelles missions : contrôle des marchés publics, surveillance des activités de lobbies, prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique, protection des lanceurs d'alerte - fonctionnaires comme salariés du privé... Et s'engager, comme semble vouloir le faire FH, dans une lutte effective contre la corruption, en portant au nom de la France, des propositions au-delà de ses frontières. En commençant par faire partager sa détermination avec une Europe financièrement exsangue. L'Europe pourrait par exemple exiger des entreprises transnationales qu'elles publient, pays par pays, le nom de leurs filiales, le nombre de leurs employés, leurs bénéfices et les impôts versés. L'Europe, pas seulement la France, pourrait renforcer la lutte contre la fraude fiscale par l'échange automatique d'informations entre administrations. Après tout, les Etats-Unis le font bien depuis 2010 par le biais d'une législation obligeant les établissements financiers du monde entier à déclarer les avoirs des ressortissants américains ?

Comment peut-on tolérer plus longtemps que l'austérité frappe davantage encore le plus grand nombre sans que les Etats ne mettent tout en œuvre pour soumettre ceux qui accaparent frauduleusement la richesse ?

Des convergences sur l'ensemble de ces axes de réforme doivent pouvoir se faire tant du côté du PS que d'EELV, où des groupes réfléchissent depuis plusieurs années à ces questions, qui sont aujourd'hui plus que jamais en situation de faire valoir leur point de vue et de vaincre (enfin) les réticences de leur camp. Enfin, on pourrait même imaginer que la France porte l'idée de création d'un parquet européen coordonnant les enquêtes en matière de criminalité transfrontières et d'atteintes aux intérêts financiers de l'Union. Rappelons que la Commission estime la fraude à 120 milliards d'euros pour l'ensemble des Etats, soit à peu près le montant du budget de l'Union ! Et si l'unanimité ne peut pas se faire immédiatement, utilisons le traité de Lisbonne (il servira au moins à quelque chose de positif !) qui ménage la possibilité de coopérations renforcées de neuf Etats de l'Union.

Il est temps d'en finir également réellement, au-delà des pétitions de principes, avec ce qui a fini par pourrir le quinquennat précédent : la confusion des légitimités, entre celle de l'élection (qui faisait dire au prédécesseur de FH : « *puisque je suis élu, je suis la volonté générale* », ce qui était une prétention proprement inacceptable ! ou encore « *il n'y a pas d'autre politique possible* » dont la droite malheureusement n'a pas le monopole (Cf. le troublant « *il n'y a pas d'alternative à notre politique* » de Jean-Marc Ayrault, la veille du conseil national du PS du 13 avril 2013), typique du néolibéralisme pour lequel le marché est source de vérité et la voix du peuple ne peut produire que du désordre. Un néo-libéralisme incorrigible tendanciellement anti-démocratique se référant à l'impérieux « *There is no alternative* » de Margaret Thatcher), qui conjugué avec le mépris de la démocratie sociale, l'oubli de la morale publique a non seulement abîmé la France, mais aussi grandement nourri la défiance des citoyens envers le chef de l'Etat et une partie des responsables politiques.

Il serait symptomatique, alors que FH s'est positionné en contre de ces pratiques, que le discours de l'exécutif ne soit pas inversé, et donne l'impression de se réfugier dans un déni de démocratie en dévoilant en réalité un aveu d'impuissance.

Pendant ce temps-là, le reste du monde est en plein trouble, soumis depuis les années 90 à de profondes évolutions et singulièrement marqué par le manque de clairvoyance des occidentaux sur les rééquilibres en œuvre autour d'eux, un monde « américano-globalisé », dans lequel les européens paient le prix de leur manque de confiance en eux-mêmes, pour avoir joué les ingénus, et pour lesquels le réveil est doublement douloureux, le monde occidental se retrouvant challengé comme jamais depuis des siècles par des puissances émergentes.

Il s'agit d'un changement gigantesque dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. On retrouve le monde tel qu'il existe réellement.

Il a toujours été là mais les lunettes des occidentaux n'étaient pas les bonnes. Car la réalité, et depuis trois décennies, c'est que le monde est entré dans une compétition généralisée, à la fois géopolitique, stratégique, économique, avec en plus le compte à rebours écologique, qui ne se réduit pas qu'au climat. Comment ne pas évoquer les risques à venir liés au manque de certaines ressources (eau, terres cultivables, etc.). Enfin, quelle peut-être la place de l'Europe et de la France face à ces mastodontes que sont la Chine et l'Inde dont le comportement dans les années à venir sera déterminant, et pas seulement pour ces deux pays ?

Si face aux enjeux géopolitiques, les gouvernements occidentaux continuent d'être dans une situation compliquée pour agir, en revanche les entreprises ont des opportunités à saisir, a fortiori sur des niches d'activités ou des spécialités. A condition, bien sûr, d'en mesurer les

risques. A condition aussi de ne pas tout miser sur un seul pays émergent, mais plusieurs. C'est que le monde et les entreprises, les organisations sociales elles-mêmes, ne sont pas seulement en train de traverser une « crise » mais sont bien engagés dans un profond et lent processus de métamorphose.

Revenir à « l'avant crise » ne sera pas possible, est illusoire, et n'est même pas souhaitable ! Mais rien ne sera donné. C'est autant une affaire de vision stratégique que de volonté politique.

LES ENJEUX

Si l'on ne prend que notre seul hexagone, si on se dit les choses en s'émancipant des langues de bois, cela ne fait jamais que près de quarante ans que la France a un retard flagrant à l'allumage !

De bonnes choses bien sûr, mais aussi des réformes qui n'arrivent pas ou arrivent trop souvent en retard, de sorte que l'on se retrouve la plupart du temps en train de les mener au moment où c'est le plus difficile.

De bons sentiments à gauche, certes.

Des changements de cap, parfois annoncés, jamais vraiment amorcés, encore moins menés à bien, ou alors pas franchement dans le bon sens !

Si l'on s'en tient à la seule question des réformes et que l'on prenne par exemple le dossier des retraites, souvenons-nous que le livre blanc de Michel Rocard sur ses enjeux date de 1991 et que l'on ne songera à s'en occuper vraiment qu'à partir de 2010 !

Et encore, rien n'est réglé à l'heure d'aujourd'hui.

Autre exemple que beaucoup d'entre nous connaissent pour avoir milité depuis plus de vingt ans, dans le prolongement de leur militantisme étudiant, en faveur de l'entrée de notre pays dans la société de la connaissance : on a certes réussi la massification de l'enseignement supérieur dans les années 90, mais force est de constater que la France a raté ensuite ce train-là.

Depuis lors, en fait très tardivement, on a été contraint de faire un emprunt à cette fin, mais n'est-il pas dommageable de ne pas l'avoir fait plus tôt et sans emprunter ?

N'est-il pas dommage de refuser de se donner l'ambition, comme l'a fait le précédent gouvernement avec ses séries de tracasseries administratives sur lesquelles le Gouvernement Ayrault n'est revenu que partiellement, de prendre notre part dans la formation des élites mondiales ? Alors que l'on sait par ailleurs qu'accueillir plus d'étudiants de qualité est la clé pour une influence accrue sur la scène internationale ?

Il y a 7 millions d'étudiants de plus par an dans le monde. On pourrait en accueillir, sur 10 ans, chaque année 50 000 jeunes étrangers de plus. En considérant que 85 % de ces 500 000 étudiants pourraient suivre des cursus auxquels ils contribueraient financièrement. Notons que la CGE a calculé que cela représenterait 5 milliards d'euros de recettes par an, soit 7 fois le grand emprunt !

Entre-temps, on a gaspillé beaucoup d'argent pour des réformes qui n'étaient pas toutes forcément mauvaises sur le fond, mais parfois mal embouchées, trop uniformes quant à leur application ou peu adaptées à certains secteurs professionnels, comme notamment la politique de la ville, ou les 35 heures dans le secteur sanitaire et social...

Le manque de vivacité universitaire, les problèmes de la Sécu et des retraites, la question de l'Ecole, de la dette, de l'accumulation : tout cela était visible depuis longtemps.

N'est-il pas temps, sous l'impulsion du président de la République et des acteurs sociaux, que les réformes s'intensifient ? Ne nous privons pas de la seule thérapie de long terme pour sortir de l'attitude historique de procrastination de nos dirigeants successifs dans un monde en plein mouvement. Qui ne voit une fois de plus que le monde connaît une telle accélération de l'Histoire qu'il faille urgemment mettre les bouchées doubles ? La création du Fonds stratégique d'investissement va certes dans la bonne direction, mais qui ne voit que nous aurions dû le créer il y a des années, au moment où Singapour créait son fonds souverain ? La Chine idem.

Mais pour aller de l'avant, encore faut-il être clairvoyant. Avoir un cap ferme et une ligne politique claire.

Une politique économique authentique est toujours structurelle, jamais conjoncturelle. Depuis trop longtemps, on gère dans l'urgence, on en est réduit à mettre en œuvre des plans de crise, on essaie de boucler les fins de mois et on emprunte sur les marchés pour payer nos fonctionnaires. Comment ne pas se convaincre que notre pays ne s'en sortira vraiment que si son horizon politique et économique redevient un horizon de long terme, intégrant prioritairement le sort des générations futures ?

Le Pré l'a déjà dit, mais peut-être pas suffisamment clairement au sein de la gauche, et singulièrement en direction d'EELV : la priorité est aussi au soutien du secteur productif dont l'Europe et la France ne peuvent pas totalement se désengager, à celui de la recherche et développement, des services publics au service du public, de la réforme de l'Etat (pour mieux le dimensionner, le rendre plus efficace, en faire aussi un Etat *stratège*). Si nous osions la provocation, nous dirions : place à l'accumulation des avoirs et des savoirs pour tous !

Un premier pas important, brisant presque un totem chez les écologistes, vient d'être cependant franchi avec le colloque organisé le 25 avril 2013 par le groupe EELV à l'Assemblée nationale sur la question industrielle. En présence d'Arnaud Montebourg ! Des questions inouïes ont été posées que jusqu'à maintenant le mouvement écologiste n'osait même pas évoquées : « *Et si la transition écologique était une opportunité de développement de nouvelles activités et d'une industrie pérenne, en Europe, en France et sur les territoires ?* » ; « *Et si on intégrait à la chaîne de décision et de production les conséquences sur l'environnement et la société de nos choix industriels ?* »

Et surtout si, encore plus inouï, à l'occasion de la publication par EELV du Livre vert de l'industrie, « *écologie et industrie engageaient un dialogue ...productif ?* »
Affaire à suivre !

Une autre question est celle de la crise de représentation que l'on sent bien chez les français et qui ressort de toutes les enquêtes d'opinion. Elle touche par ricochet jusqu'à l'architecture politico administrative de notre pays. De ce point de vue, on peut certes avancer vers une nouvelle République et commencer par plaider pour une clarification des compétences des collectivités territoriales, un renforcement de leurs moyens et de leur autonomie, et au moins des moyens en adéquation avec leurs missions, tout en reconnaissant la pleine autorité de l'État aussi bien pour ses pouvoirs régaliens que pour la nécessaire solidarité, pour sa légitimité à mettre en œuvre les indispensables péréquations

et veiller à un aménagement du territoire équilibré ainsi qu'à la présence de services publics à où il y en a besoin.

Faut-il rappeler que la décentralisation n'est pas que l'addition de 36 700 égoïsmes communaux, de 101 égoïsmes départementaux et de 27 égoïsmes régionaux ?!

Elle est avant tout une conception du partage et de la dévolution du pouvoir et des responsabilités visant à atteindre le bien commun en accroissant, en effet, les prérogatives des collectivités locales tout en redéfinissant ou pour le moins en actualisant, sans doute, ce qui relève en propre de l'État.

Après, on peut en convenir, il y a l'art et la manière.

Tirons les enseignements des précédentes étapes de la décentralisation. On a vu lors la seconde étape de la décentralisation, qu'il a fallu recourir aux lois qui instaurèrent des intercommunalités fortes, tant les tentatives de fusions de communes et d'associations de communes avaient en fait globalement échoué. Sans doute parce qu'il était apparu que, quelles que fussent les intentions annoncées, les citoyens ne souscrivaient pas aux schémas qui aboutissaient peu ou prou à faire disparaître leurs communes, quelle que fût la taille de celles-ci...

Un chemin fut celui d'une intercommunalité bâtie autour de projets d'aménagement, de développement économique, d'urbanisme, de transports, d'environnement instaurant bien davantage que ne l'avaient fait les syndicats intercommunaux de vraies cohérences et de fortes solidarités à l'intérieur du territoire.

Pour la phase trois de la décentralisation, il faut se souvenir des raisons du « succès » des communautés de communes ; d'abord, la démarche : tout en ne s'interdisant pas d'aller vers un schéma idéal, bien considérer le réel et les aspirations des habitants ; ensuite, un certain respect de l'existence, de la personnalité de chaque commune. Il ne s'agissait ni de les nier ni de les absorber dans une entité plus vaste – quoique ?! -, mais de faire en sorte qu'ensemble elles puissent effectivement mener à bien tous les projets de développement qu'elles n'auraient pas pu assumer seules. Egalement le « respect » de la liberté des communes et de leurs élus dans la constitution des communautés de communes. Plus de 90 % de nos 36 700 communes ont choisi librement de s'inscrire dans le périmètre d'une communauté de communes que leurs élus avaient eux-mêmes déterminé. Certains périmètres ont pu être contestés. Et continuent de l'être parfois ! Si une évaluation mériterait d'être faite, surtout en regard des tentatives récentes pour redonner davantage de prérogatives au représentant de l'État, il faut à l'évidence maintenir un espace de liberté...

La loi de 1999, portée par Jean-Pierre Chevènement, a généralisé, le modèle des communautés d'agglomération ou des communautés urbaines dans les aires urbaines. À vrai dire, dès 1992, des communautés de villes avaient été créées qui impliquaient une forte solidarité en terme de fiscalité économique puisque celle-ci se caractérisait notamment par l'instauration de la taxe professionnelle unique (TPU). Mais celle-ci n'eut que peu de succès. Seules quelques communautés de villes virent le jour. Il fallut, entre 1992 et 1999, sept années pour que cette idée chemine et qu'elle entre dans les faits. Aujourd'hui, l'impôt économique semble désormais prélevé de manière cohérente au sein des agglomérations ?

A quoi pourrait bien ressembler la troisième étape de la décentralisation qui semble avoir été mise entre parenthèses pour le moment ?

On peut certes vouloir des régions fortes. Certaines de nos régions pourraient être élargies ou regroupées. Je ne sais pas si leurs compétences doivent être accrues. Je pressens, comme pour l'Etat, qu'elles pourraient mieux être des régions « stratégiques ». Leur autonomie

financière doit sans doute être développée. Des incohérences levées : il n'est pas rare de voir des régions dont le budget régional est inférieur à celui de l'agglomération la plus importante ! Une meilleure lisibilité et un renforcement de la région sont nécessaires aussi bien en matière d'action économique, des grands projets, des grandes infrastructures, d'environnement, d'équipements universitaires, de recherche. La question est aussi celle de la mise en cohérence, (mais aussi la simplification, la recherche d'une efficacité renouvelée) de ce schéma avec les communautés de communes (dont le périmètre devrait peut-être être revu, en sachant mieux quels sont les acteurs, les chefs de file du développement maîtrisé du monde rural et des espaces dits périurbain), comme avec les communautés d'agglomérations et les communautés urbaines, ou du moins pour une partie d'entre elles – les futures métropoles – pour lesquelles il pourrait être préconisé une élection au suffrage universel de leur président ainsi que des membres (ou d'une partie des membres) de leur conseil. Après tout, dans la plupart des cas, l'instance d'agglomération décide de 60 à 70 % des dépenses, alors que les communes n'en gèrent que 30 à 40 %.

Sans compter que l'on pourrait opportunément se souvenir que La Révolution française avait posé le principe en vertu duquel les autorités qui prélevaient l'impôt et décidaient de son usage devaient être élues directement par les citoyens. Il apparaît que ce principe pourrait prendre tout son sens dans les futures métropoles et qu'il serait utile qu'il y ait tous les cinq ou six ans un débat en leur sein sur leur avenir, leurs priorités, leurs projets.

C'est une proposition qu'EELV pourrait faire sienne. Avant que le PS n'y songe de son côté pour couper l'herbe sous le pied de certains (sic !)

Pour autant, il ne semble pas qu'il soit judicieux de remettre en cause maintenant l'existence des communes, comme le font certains à EELV, à laquelle les français sont pour longtemps encore attachés ; la question de celle des départements peut se poser, même si l'on sait que le PS et ses élus n'y sont pas vraiment prêts.

Le département n'est sans doute pas irremplaçable.

Commençons par réfléchir à qui pourrait être dévolu, par exemple les compétences sociales, etc.

Disons-le tout net, même ce qui est agaçant, c'est ce penchant lancinant que d'aucuns à EELV notamment ont à promouvoir le dépérissement « par en bas » de l'État qu'ils prônent à travers leur éloge tout aussi incessante qu'incantatoire des régions d'Europe, par les processus de décentralisation et de régionalisation - certains dans les commissions ad hoc ne sont pas loin de parler, non sans paradoxe, d'un État régional, en parlant par exemple de la "reconnaissance des pays", conception on ne peut plus moyenâgeuse des choses !

En oubliant ce faisant en chemin ce qui fait pourtant leur signe de distinction : le développement durable ! Où décline-t-on le principe du développement durable (pourtant contenu dans l'agenda de Rio) !

On pourrait penser par ailleurs qu'au plan stratégique et opérationnel, il soit fait mention de manière précise et détaillée des réponses concrètes aux finalités du développement durable (cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations; dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables; lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère; conservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources), qu'au plan de l'exposé des motifs, des processus à mettre en œuvre, soit fait mention de la nécessité d'un processus de progrès, en partenariat avec tous les acteurs du territoire (une démarche d'amélioration continue qui impacte "les modes de faire" sur le long terme (la définition d'un pilotage, la mise en œuvre de la transversalité, les pratiques de concertation, le suivi et l'évaluation, le

tout dans une perspective d'amélioration continue de la démarche) ?

Mais l'urgence est aussi et avant tout de prendre à bras le corps la crise sociale actuelle exacerbée par une crise de confiance qui risque de faire des dégâts quand on voit la perception qu'en ont les français que l'élection de FH n'a pas vraiment soulagée.

On assiste depuis au moins quatre ans à une tendance à l'entropie, à la déstructuration, à la désorganisation. Tous les pays ou organisations sont touchés et le processus peut aboutir à une crise sociale ou politique majeure. Or, l'histoire montre que l'entropie est croissante au cours de la crise, et qu'il vient un moment où ça peut empirer ; 2010 avait déjà montré quelques signes, mais avons-nous tout vu ?

Sans annoncer que le pire est à venir, on ne peut que noter que les françaises et les français, après un court répit à la faveur du résultat des dernières élections présidentielles, sont fatigués, las, exaspérés qui plus est par le comportement des hommes politiques jusque dans les rangs de la gauche hollandaise, et n'ont plus la patience d'attendre. La crise économique peut bien sûr ne pas se doubler d'une crise sociale plus ample, mais il reste que la probabilité que cela arrive augmente. Il faut évidemment tout faire pour l'éviter et proposer une stratégie de rechange au Président.

Et ne pas miser sur son échec comme certains, le PG en tête pour ne pas le citer...

LA GAUCHE EN PANNE

Certains d'entre nous (pour les plus anciens !) ont été des enfants enthousiastes du 10 mai 1981. Nous voulions rompre avec le capitalisme, et nous avons eu droit à partir de 1983 au tournant de la rigueur (ce que certains esprits peu câlins à l'époque ont pu également caractériser de conversion « néolibérale »).

Jeunes socialistes pour beaucoup, mais à l'esprit critique déjà fort développé, ce qui nous distinguait de pas mal de nos petits camarades, nous avons mal perçu une injonction importante au cœur du Mai 68 libertaire, ou de cette révolte petite bourgeoise, selon les points de vue : pas de politique alternative sans un autre rapport à la politique.

Nous nous sommes rendus compte depuis, que des logiques de monopolisation des pouvoirs avaient lourdement grevé les possibilités de construction d'une société post-capitaliste démocratique, que cela soit sous la forme soft d'expériences parlementaires ou dans des formes totalitaires. Après presque deux siècles d'échecs des tentatives pour s'émanciper du capitalisme, nous avons maintenant compris que l'anticapitalisme ne peut aller sans une certaine dose critique (libertaire ?) de la professionnalisation politique et de la domination des représentants sur les représentés.

Contrairement à ce que semblent croire certains hiérarques socialistes ou à ce que nous a asséné Sarkozy pendant 5 ans, la politique n'est pas un métier et ne doit pas le devenir.

Comment enrayer les dynamiques d'appropriation hiérarchique des pouvoirs en demeurant un représentant toute sa vie ?

On voit bien combien cette question est centrale aujourd'hui, et combien elle est emblématique de la crise de la représentation politique, au delà de celle que nous avons évoquée qui concerne les échelons décentralisés de représentation et d'élaboration citoyennes. Comme se peut-il que nous en soyons encore à la quête de l'homme ou de la femme "providentiels" comme avec les médiocres croche-pattes de couloirs pour savoir qui

sera le prochain, tout en tenant en façade des discours compassés !

Une démocratie réellement citoyenne n'a rien d'une oligarchie inamovible.

Dans cette perspective, les élections, déléguant le pouvoir à des représentants, ne constituent qu'une composante secondaire, mais nécessaire, d'une démocratie plus large, redonnant au *demos* les rênes.

Nous pensons qu'il s'agit d'inventer une nouvelle galaxie démocratique dé-professionnalisée (ce qui ne veut pas dire amatrice) mettant en tension les procédures directes, le participatif, le délibératif, le tirage au sort (EELV, par ex, le fait de temps à autre) et le représentatif. En attendant, pas de sortie de la double tutelle emboîtée du capitalisme et de la professionnalisation politique sans implication directe du plus grand nombre si l'on vise aussi une certaine auto-émancipation.

Vaste programme, certes.

Comment faire en sorte que "*la politique autrement*" ne soit pas un simple slogan marketing ou un "créneau" supplémentaire pour professionnels de la politique montants ou aspirants (de Marine Le Pen à d'autres figures, cette fois-ci à gauche, tel Arnaud Montebourg en passant sans doute aussi, par les petit(e)s dernier(e)s d'EELV).

Ce n'est encore qu'un premier sentiment, mais on a l'impression que la gauche revenue au pouvoir se contente de mesures timorées, sans prendre en compte une critique sociale réelle. Cela s'explique-t-il d'abord par le comportement de cette gauche menée par un PS qui n'aurait pas profité de sa cure d'opposition pour renouveler son logiciel idéologique, ou plutôt par la faiblesse de la critique sociale aujourd'hui ?

Cela se joue, nous semble-t-il, dans l'écart qui s'est constitué entre les trois piliers que sont le champ politique institutionnel, les mouvements sociaux et les milieux intellectuels. Le champ politique institutionnel a des liens de plus en plus en faibles avec les mouvements sociaux critiques, parce qu'il se situe dans un esprit plutôt gestionnaire. La gauche institutionnelle s'est aussi éloignée des secteurs intellectuels critiques et est dominée par une pensée technocratique de l'expertise. Elle cherche plutôt comment réparer des bouts de tuyaux des machineries qui nous dominent sans s'interroger sur les machineries elles-mêmes.

Dans le même temps, les milieux intellectuels critiques ont été marqués par un mouvement de spécialisation des savoirs et d'enfermement universitaire qui éloigne de la cité. La pensée critique existe donc, mais elle apparaît moins connectée à la politique institutionnelle comme aux mouvements sociaux. Paradoxalement, la gauche arrive au pouvoir à un moment où elle est affaiblie sur le plan intellectuel, au sens où elle tend à circuler automatiquement sur des rails non réfléchis de manière globale.

Il reste donc à définir les contours d'une « *critique sociale* » qui semble avoir aujourd'hui disparue, en tous cas marginale et marginalisée, et qui peut correspondre à autre chose qu'à un moment de rencontre, comme en 1995, entre un mouvement social et l'engagement de toute une partie des sciences humaines, autour notamment de la figure de Pierre Bourdieu. Ce mouvement de 1995 a souvent été vu comme un renouveau, après les années 1980. Et a été vécu par de nombreux français par procuration. Mais il s'agissait aussi de la dernière réactivation d'une tradition de critique sociale émancipatrice qui s'est épanouie dans les

Lumières du XVIII^e siècle, a été constitutive des différents courants du socialisme au XIX^e siècle et était encore présente dans le marxisme au XX^e siècle. Dans tous ces cas, il existait des liens entre la politique institutionnelle, les mouvements sociaux et les positions intellectuelles critiques.

Toutefois, aujourd'hui, on ne peut plus exactement envisager le rapport entre mouvements sociaux et pensée critique comme à l'époque des Lumières ou du marxisme.

Ces traditions doivent être passées au tamis critique et les problèmes être reformulés en fonction des enjeux du moment.

La « tension » Bourdieu/Rancière constitue, avec aussi la « tension » Foucault/Bourdieu, un des nœuds importants de la reformulation actuelle des pensées critiques et émancipatrices. Rancière n'a pas tort dans certaines de ses critiques de Bourdieu ou de Debord qui, en se centrant sur l'efficacité des dominations et leurs ruses symboliques, risquent de les redoubler par des analyses d'un pessimisme accablant.

Quand on met l'accent sur l'inégalité, les processus de domination ou l'aliénation, l'incapacité des opprimés tend à prendre toute la place, et il en manque pour l'émancipation, entendue comme possibilité des opprimés de construire une autonomie individuelle et collective à partir de leurs propres capacités.

Il existe un risque d'enfermement dans la domination, qui repousse sans arrêt en pratique l'émancipation, même si cette émancipation est proclamée dans les discours.

Jacques Rancière est alors conduit à choisir une philosophie de l'émancipation contre une critique de la domination. Mais pouvons-nous le suivre sur ce terrain, sachant qu'inversement, les philosophes de l'émancipation ont tendance à sous-estimer, au nom même de la possibilité de l'émancipation, pour ne pas « *désespérer Billancourt* », pourrait-on dire après Sartre, les contraintes oppressives qui travaillent de manière insidieuse le réel, jusque dans les silences du corps finement observés par Bourdieu ?

Notre point de vue, plus modeste, pourrait viser non pas à articuler ces deux éléments, comme tentaient de le faire les Lumières ou le marxisme, mais peut-être plutôt de les mettre en tension, comme nous y invite mon « camarade » et ami, le sociologue Philippe Corcuff (que je n'hésite pas à citer ici même si je sais qu'il est souvent considéré comme la « bête noire » de nombre de dirigeants politiques, socialistes et écologistes !) en se servant d'un outillage intellectuel imaginé par nous et/ou emprunté à qui on veut, par exemple au libertaire Proudhon dans sa critique de Hegel : penser par antinomie plutôt que par « *dépassement* » des contradictions, « *synthèse* », « *harmonisation* » ou « *articulation* » ?

Proudhon parlait judicieusement d'un espace d'« *équilibre des contraires* ».

Concrètement, les composantes d'une *critique sociale émancipatrice* que nous pourrions chercher à déployer pourraient l'être dans l'élargissement de la critique du capitalisme par rapport aux formes standards de marxisme.

Au lieu de considérer qu'il n'y aurait principalement que la contradiction entre capital et travail, il faut aussi creuser la contradiction entre capital et nature, qui soulève les questions écologiques, celle entre capital et individualité, où se logent les blessures de l'intimité contemporaine et, enfin, la contradiction entre capital et démocratie, qui intéressent les *altermondialistes*.

Le capitalisme, comme l'a montré Marx, ne constitue pas un système homogène, mais un ensemble contradictoire, fait de contraintes structurelles qui pèsent tendanciellement sur tous mais également de potentialités émancipatrices.

C'est à la politisation au sens large (mouvements sociaux, syndicats, associations, expériences alternatives, activités culturelles et artistiques, partis, etc.) de se saisir de ces contradictions, en inventant notamment de nouveaux langages politiques en élargissant les possibilités émancipatrices.

Il faudrait aussi penser au moins deux autres logiques d'oppression distinctes du capitalisme : la domination masculine et ce qui a à voir avec une sorte d'oppression qui affecte les populations issues de l'immigration. Elles peuvent être en interaction avec le capitalisme, par exemple sur le marché du travail, mais n'y sont pas réductibles, puisqu'elles pourraient perdurer dans un tout autre type de société.

Le second niveau est de nature méthodologique. C'est le plan souvent délaissé de la tuyauterie conceptuelle, celui des « logiciels » de la critique sociale et de l'émancipation, touchant à la façon même dont on formule les questions et dont on définit les problèmes.

La gauche de gouvernement est prise dans des rails technocratiques. Et les gauches de la gauche nous semblent souvent fonctionner sur des schémas appauvris.

Relevons qu'il existe comme une doxa mettant en scène le combat des « vilains » (le marché et l'individualisme) contre « les gentils » (l'État, la Nation et le collectif). Le tout serait orchestré par les « méchants » médias, qui mettraient dans la tête des « gens » – sauf « moi », celui qui diabolise les médias ! – des « mauvaises » idées. L'ensemble est saupoudré d'un ton de déploration généralisée, peu propice aux résistances créatrices.

Il existe donc un gros travail à faire, dans la gauche intellectuelle et les mouvements sociaux, par exemple, sur la tension entre émancipation et domination, ou entre connaissance de soi défendue par Bourdieu et création de soi promue à la fin de sa vie par Foucault.

Et puis il y a un autre chantier méthodologique immense : comment stabiliser un espace intellectuel qui échapperait à la tentation de saisir « *le tout* » – la vieille notion philosophique de « *totalité* » – sans se laisser aller à l'émiettement du sens qu'on regroupe souvent sous le terme de « *post-modernisme* » ?

Il y va d'une autre façon de penser le global, ouverte à la pluralité et à l'incertitude.

Quelques pistes intéressantes sont à glaner chez Michel Foucault, encore, mais aussi chez Jean Jaurès dans son célèbre *Discours à la jeunesse* (juillet 1903), ou encore dans la philosophie littéraire de Claudio Magris ou même dans l'insomnie éthique du personnage joué par Al Pacino dans *Insomnia* de Christopher Nolan (sic !)

La routinisation des logiciels, du côté de la gauche de gouvernement comme des gauches de la gauche, constitue un des facteurs d'explication de la disparition ou de l'éparpillement de la critique sociale en France. Il faut aussi tenir compte de l'émiettement de la pensée après l'ambiance intellectuelle dominée par le marxisme dans les années 1960-1970, dans lequel s'est engouffré le mouvement de spécialisation des savoirs, avec des critères propres aux disciplines qui permettent de développer des formes de rigueur, mais font perdre un sens du global pourtant attaché à ce qu'on appelle pensée critique. A également joué l'apparition de la figure de l'intellectuel médiatique, peu reconnu dans les milieux universitaires, mais qui a occupé tout un espace à destination du grand public.

Il existe pourtant des ressources critiques.

Razmig Keucheyan en a dressé un inventaire à l'échelle internationale dans son ouvrage *Hémisphère gauche* (Zones, 2010).

En France aussi, on a des laboratoires de recherche intéressants et des revues critiques et vivaces. Mais ces productions intellectuelles sont de plus en plus déconnectées de pratiques militantes, associatives, comme des débats globaux de la cité. Et la pensée critique globalisante recule alors même que des ressources existent.

Evidemment on pourrait se dire que résister et réinventer, individuellement et collectivement, d'autres manières de vivre, comme on le voit aujourd'hui avec des organisations humaines qui ne ressemblent pas aux mouvements sociaux traditionnels, serait une forme de critique sociale plus radicale qu'élaborer des concepts, il reste que ça ne serait pas du luxe par les temps qui courent !

On le voit jusque dans les groupes ou chez les individus les plus à distance des organisations, où l'on perçoit une demande, non d'une théorie totalisatrice à la manière d'antan, mais de repères globaux mobiles qui se nourriraient des expériences concrètes tout en aidant à s'orienter en situation, grâce à des clarifications conceptuelles, en échangeant avec les milieux intellectuels sans pour autant passer sous les fourches caudines de l'arrogance universitaire. Avec l'idée que cela pourrait faciliter les pratiques...

Il n'est pas rare de rencontrer des individus dont les pratiques sont très en avance sur leur théorie affichée. Cela peut freiner leur inventivité pratique, mais surtout rendre difficile la mutualisation des expériences localisées, car elles sont trop vite traduites dans le langage de la théorie, inadapté quand il s'agit d'en rendre compte à l'extérieur.

À Nîmes, par exemple, l'association A.R.B.R.E.S, pour protéger tout à la fois l'environnement arboricole en centre ville et stimuler l'intervention citoyenne contre les projets autoritaires de la municipalité UMP, a associé des actions directes visant à empêcher la destruction des arbres, hors de la légalité, et des recours juridiques devant le tribunal administratif. Se pose en pratique une mise en tension entre illégalisme et légalisme, que ni les théoriciens des illégalismes, ni les théoriciens légalistes ne permettent de bien saisir. Un travail d'éclaircissement conceptuel peut donc être utile, sans que cela soit le principal dans l'action. Ce type d'action sur plusieurs registres n'est d'ailleurs pas très neuf : on l'avait déjà vu à l'œuvre dans la lutte contre le Sida ou les OGM.

Nous notons simplement que la clarification des concepts n'est pas l'essentiel des luttes sociales et des expérimentations alternatives, mais peut aider à des ajustements.

Le philosophe Ludwig Wittgenstein a noté à un moment que « *les concepts peuvent alléger ou empêcher le mal, le favoriser ou l'empêcher* ». Mais il précisait une autre fois, dans le sens d'une primauté de la praxis, que « *la solution du problème que tu vois dans la vie, c'est une manière de vivre qui fasse disparaître le problème* ». Ou l'on se rend compte donc que l'activité théorique n'est pas inutile, mais doit s'envisager positivement comme appui secondaire à l'action.

C'est vrai qu'il existe peu d'espaces de débats ou de mise en tension des théories et des pratiques. Certes, dans la renaissance des mouvements sociaux dans les années 1990, avec par exemple Act Up ou Attac, la contre-expertise a pris un rôle important. Mais il faut faire attention à ce que celle-ci ne devienne pas le simple envers de la technocratie, et ne

participe à l'émiettement des savoirs, y compris militants, citoyens, en se focalisant uniquement sur des bouts de tuyaux sans questionner les machineries.

Est-il vain de penser que la pensée critique doit pouvoir articuler une dimension globale tout en renonçant aux grands récits totalisateurs ?

Philippe Corcuff a mis en exergue une phrase de l'écrivain américain de roman noir James Sallis - l'auteur de *Drive* - « *Le genre humain s'est toujours acharné à trouver un concept unique capable de tout expliquer : religion, visites d'extraterrestres, marxisme, théorie des cordes, psychologie...* »

Les repères globaux qu'il y a à redéfinir exigent alors des espaces communs.

Les Universités populaires restent souvent marquées principalement par d'utiles dispositifs d'appropriation de savoirs universitaires. Mais les espaces d'élaboration et de clarification interactive de concepts partagés y sont encore rares. On peut imaginer des sociétés de pensée, des revues, des clubs, qui ne seraient pas, comme aujourd'hui, trop intellectuelo-centrés.

Ces nouveaux espaces à créer nous apparaissent nécessaires, mais ils ne sont pas sans écueils, d'ailleurs déjà touchés du doigt dans le passé. Par exemple, que les intellectuels professionnels y prennent symboliquement le dessus sur les praticiens et les militants. Ou qu'ils s'en désintéressent très rapidement parce que la reconnaissance à l'Université est de plus en plus standardisée et que l'engagement risque de décrédibiliser leur travail de recherche. Il peut aussi y avoir une instrumentalisation de ressources intellectuelles, ou simplement de noms d'intellectuels, pour justifier la politique d'une organisation ou la carrière d'un politicien.

Sans compter qu'il faut faire aussi avec la « mélancolie » qui nous apparaît inscrite dans notre expérience historique de longue durée : cela fait deux siècles qu'il existe des anticapitalistes et qu'ils échouent à construire une société non-capitaliste démocratique et pluraliste, en débouchant même sur des formes autoritaires, voire totalitaires.

On ne peut pas faire l'impasse sur ce passif, sur ce terreau mélancolique de notre action et de notre pensée aujourd'hui !

Par ailleurs, une deuxième source mélancolique renvoie à l'abandon souhaitable des idées de certitude, de théorie totalisatrice et de maîtrise toute-puissante, qui ont beaucoup accompagné la pensée critique. Car se confronter pleinement à la pluralité, à la part d'incertitude historique, aux antinomies irréductibles, aux fragilités humaines et aux limites écologiques, donc aux torsions des identités, aux tensions des logiques et aux échecs indépassables, cela risque aussi d'engendrer de la mélancolie.

Mais « *le pari mélancolique* » (Cf. dernier ouvrage du philosophe Daniel Bensaïd, intellectuel organique - mais souvent très inspiré - de la LCR/ NPA) peut se faire joyeux, dans les plaisirs de l'expérimentation continue et dans les bonheurs de créations nécessairement inachevées, comme avait déjà pu commencer à le faire, au plan pratique, un Charles Fourier par exemple qui m'inspirait déjà au lycée quand il s'agissait pour moi de « gérer » mes passions amoureuses...

EELV, pour ne parler que d'elle, serait bien avisée de s'émanciper des effluves de rancœur propre à la déploration généralisée qui plane trop aujourd'hui sur la gauche et les gauches de la gauche. Remplaçons les acidités du ressentiment par l'éthique de la curiosité !

La mélancolie est alors à la fois un état du climat politico-intellectuel contemporain et un outillage pour rebondir dans ce contexte socio affectif.

LES DEFI DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Dans tous les pays, la crise bouscule les partis politiques, les syndicats... Toutes les organisations de la société civile sont soumises à des tensions entropiques. Au sein du patronat français, elles sont patentes entre donneurs d'ordres et sous-traitants, industriels et banquiers, producteurs et distributeurs, PME et grandes entreprises... Dans ces périodes-là, parce que l'on sait que la crise aiguise les tensions, il faut calmer le jeu, expliquer les événements, proposer des solutions, donner ce que l'on appelle une vision. Par ailleurs, la crise devrait nous amener à refondre, réaménager, c'est selon, le système social français. C'est maintenant qu'il faut repenser notre organisation sociale et l'adapter au monde qui vient d'apparaître. C'est cela le vrai enjeu, aussi bien du côté des organisations patronales que syndicales. Comme la question de la représentativité des partenaires sociaux, de leur unité et de leur efficacité, de l'émiettement du syndicalisme français qui est bel et bien posée. La question de l'emploi, celle des « acquis sociaux » est devenu un des thèmes topiques du débat politique ; mais ça ne date pas de l'élection de FH, ni même de celle de Sarkozy. Depuis le milieu des années 80 en fait. Ce qui prouve au passage qu'il existe encore une droite et une gauche... Il reste que la nécessité de les abolir pour retrouver soi-disant l'esprit d'initiative et le sens de la responsabilité individuelle, pour libérer la dynamique économique est toujours au cœur du crédo néolibéral. A l'inverse, le devoir de les défendre comme les seuls garde-fous capables de juguler la sauvagerie du marché est celui de tous ceux qui font profession de foi de ne pas se plier aux injonctions du Sommet de Davos, du FMI ou de la Banque Mondiale.

Sauf que pour dégager le véritable enjeu d'une telle opposition, il vaut la peine de s'interroger sur le contenu exact de cette référence et sur la manière dont elle fonctionne dans un contexte marqué par l'obligation de faire face à une mutation économique considérable, à l'œuvre déjà depuis les années 90. Il se pourrait que l'on découvre alors que si l'attachement aux protections associées au travail n'est pas synonyme de refus d'affronter un avenir nouveau, sauvegarder les acquis sociaux représente néanmoins un défi à relever pour ajuster ces protections aux transformations technologiques et économiques en cours. Le réformisme de droite n'a jamais été aussi mal depuis les échecs de la présidence Sarkozy, mais son programme reste le même et ne demande qu'à être réactivé à la moindre conjoncture favorable : démanteler le système de régulations non marchandes rattachées au régime de l'emploi.

La Gauche, de retour aux affaires, n'est-il pas temps d'inventer, ou de réinventer, un véritable réformisme de gauche ? Qui ne sonne pas comme un gros mot aux apprentis radicaux ?

C'est que la dégradation du statut, on le voit, n'est plus une menace comme à la fin des années 90, elle traverse d'ores et déjà la plupart des situations d'emploi et gagne tous les jours du terrain.

Comme a pu le relever dans les premiers Robert Castel, un « principe de fragilisation » affecte dorénavant de larges pans de la société. Il installe l'insécurité et l'incertitude jusque

dans les secteurs qui se croyaient protégés. En réalité, tout semble se passer comme si chacun ressentait la crainte d'être emporté dans la même galère. Comme si le futur était solidement marqué du sceau de l'aléatoire.

C'est donc bien la question du régime général du travail que se trouve posée depuis la fin des années 90. Et plus encore aujourd'hui. Le travail ne doit-il être qu'une marchandise et le travailleur doit-il se plier – être plié – quoi qu'il en coûte, à toutes les exigences du marché ? Ou le travail et le travailleur doivent-ils être dotés d'un *statut* ?

Face à ce choix de société que nous devrions porter au sein de la gauche elle-même, les enjeux sont clairs, du moins au niveau des principes et des grandes options politiques.

On ne peut pas dénier à l'option libérale sa cohérence. Elle fait le pari de la flexibilité maximale pour épouser les exigences du marché, quitte à tenter de contrôler les effets les plus socialement destructeurs de cette politique sur les marges (traitement social du chômage, lutte contre l'exclusion, etc.). Mais le problème, c'est qu'en persévérant dans cette voie, on débouche sur un modèle imprévisible d'organisation ou de désorganisation sociale qui n'a pas à proprement parler de précédents historiques.

Lorsque le marché « autorégulé », comme dirait Karl Polanyi (in « La grande transformation » Gallimard, 1983), a tenté de s'imposer aux débuts de l'industrialisation, le coût social a été considérable, ainsi que le montrent les descriptions du paupérisme au début du XXIIème siècle. Mais ces effets sont restés relativement circonscrits dans une société qui avait encore de fortes assises rurales et disposait de solides réseaux de solidarité informelle.

Aujourd'hui, ces ressources sont quasi épuisées, et les protections construites à partir des statuts rattachés d'abord à la condition salariale sont devenues les constituants déterminants pour maintenir la cohésion sociale. Les abandonner risquerait ni plus ni moins que de déboucher sur une situation d'anomie généralisée; dont on voit bien que ça amènerait à transformer notre actuelle société de marché en une *société devenue marché*, de part en part traversée par les lois du marché.

Même s'il y a statut et statut, cette différence est relative par rapport à celle, absolue, entre statut et absence de statut. En ce sens, on pourrait dire que lutter contre la dégradation des statuts, c'est lutter pour que tous conservent un statut ou y accèdent, et c'est aussi lutter pour les « exclus » puisque c'est combattre les processus de dérégulation qui les produisent.

Cependant, si l'on veut éviter la démagogie, et marquer une vraie différence, il faut ajouter que cette défense inconditionnelle des acquis sociaux ne peut pas se faire sous la forme de la défense du *statu quo*.

La défense non corporatiste des acquis ne peut se justifier qu'au nom de leur universalisme : c'est parce qu'ils sont la condition du maintien de la cohésion sociale en général qu'ils sont nécessaires.

Le défi est redoutable.

Comment défendre la nécessité du couplage travail-protection qui a permis la grande innovation de la société salariale à travers les consolidations d'emplois à statuts, tout en sachant que nous ne sommes plus dans les conditions ayant permis que s'instaure le compromis social des années soixante dix ?

Comment redéployer ce couplage - un travail associé à un statut et à des droits - pour qu'il couvre aussi le travail précaire et résorbe le chômage ?

Comment domestiquer un marché de plus en plus puissant, malgré la crise, et anarchique, comment concilier la cohésion sociale et la globalisation des échanges, accepter une certaine

« flexibilité » et une certaine mobilité qui ne soient pas synonymes de précarité et de perte de statut, défendre les avantages acquis sans les figer dans le conservatisme des situations acquises ?

Une voie de gauche qui pourrait être promue par l'écologie politique serait intransigeante sur les principes en commençant par re-tricoter ce que la droite s'est ingéniée à défaire pendant 5 ans : nécessité de renforcer la juridiction du droit, la force des solidarités collectives et le rôle de la puissance publique comme ultime garant de la cohésion sociale. Mais disons-le nettement, sans se cacher derrière notre petit doigt, cette voie de gauche devrait en même temps passer des compromis, sans faire abstraction du rôle que continueront à jouer l'économie et le marché. La reconnaissance de l'économie et du marché a été, qu'on s'en réjouisse ou pas, indissociable de l'instauration de la modernité avec toutes ses composantes, la laïcité, l'Etat de droit, l'individualisation, l'urbanisation, le progrès social, le cosmopolitisme, l'atténuation des disparités sociales entre les sexes, l'affranchissement à l'égard des tutelles locales et des tyrannies de l'ordre domestique... De ce point de vue, en forme de clin d'œil à certains groupes d'EELV ou autres communautés écologues, ajoutons que les douces rêveries d'une *Gemeinschaft* conviviale et protégée dans un hors-marché ne sont que des nostalgies passésistes qui pourraient même déboucher sur une régression historique...

« Que faire ? »

Et si on commençait par une vraie et grande réforme fiscale ? Une véritable arlésienne à gauche! Et qui vient d'être d'enterrée de nouveau. Ayons le courage de dire que le déficit budgétaire qui justifie aujourd'hui ce qu'il faut bien appeler une politique d'austérité est largement dû aux baisses massives d'impôts de ces dix dernières années: 78 milliards entre 2000 et 2010, dont plus de la moitié sur l'IR dont l'assiette est plus percée qu'un fromage suisse, que parallèlement il y a près de 600 milliards d'euros d'avoirs nationaux placés dans des paradis fiscaux (essentiellement en Suisse, en Belgique, au Liechtenstein et au Luxembourg), que le manque à gagner pour le budget de l'Etat est de 40 à 50 milliards chaque année, soit 10 à 20 milliards de plus que les 30 milliards d'économie sur les dépenses publiques prévues par le gouvernement et confirmées ce matin encore par le nouveau ministre du Budget. Les marges de manœuvre existent donc pour conduire des politiques de gauche. Sinon on pourra remanier et rénover tant qu'on veut, cela ne changera strictement rien ! Ensuite, ou en même temps, des réformes de structure devraient pouvoir s'imposer. Parmi elles, mais pas que, alléger sans doute les charges des entreprises pour les rendre plus compétitives.

S'agissant de la politique budgétaire, encourager, aider le président à tenir ses engagements de réduction des déficits. On sait les dangers du retour à tout prix et tout de suite aux 3 % de déficits. Mais on sait aussi qu'une initiative unilatérale de la France serait très mal perçue par les marchés et par nos partenaires de la zone euro. Il faut donc que l'initiative vienne de la Commission et du Conseil européens. L'idée est d'autant plus aisée à défendre que le traité budgétaire fixe des objectifs de long terme exprimés en termes structurels. La France et ses partenaires de la zone euro doivent faire valoir cet argument de cohérence.

On peut tout à fait concevoir que les objectifs de déficits publics français soient ajustés en fonction de la conjoncture, comme c'est le cas dans le traité budgétaire que les Européens ont ratifié.

Ne soyons pas fétichistes en matière de chiffres !

Le calcul du montant maximal de déficits structurels autorisé chaque année pour chaque pays doit pouvoir tenir compte de la différence entre sa croissance courante et sa croissance potentielle. Cette dernière, pour la France, se situe aux alentours de 1,5 % par an, alors que la croissance pour 2013 sera d'à peine 0,5 %. Réduire notre déficit à 3 % du PIB en 2013, malgré une croissance déprimée et donc des recettes fiscales réduites, obligerait la France à opérer une "sur correction" budgétaire, qui aggraverait encore le ralentissement.

Deux réformes structurelles importantes qui ne figuraient pas en tant que telles dans le programme du candidat Hollande sont en cours : celles concernant la « flexisécurité » sur le marché du travail et le « choc de compétitivité ». C'est une chose.

Mais il convient dans le même temps de prendre urgemment des mesures en faveur de l'emploi. Faudra-t-il se résoudre à en venir à faciliter le recours au chômage partiel ? Une fois n'est pas coutume, regardons ce qui se passe en Allemagne où le dispositif est beaucoup plus simple et réactif qu'en France et n'appelle pas d'avance de trésorerie des entreprises.

Des accords de préservation de l'emploi pourraient aussi être négociés directement entre employeurs et employés au sein des entreprises, sous certaines garanties définies par les partenaires sociaux au niveau interprofessionnel et précisées au niveau des branches. Enfin, si l'on parle de « choc de compétitivité », songeons peut-être à transférer, à hauteur d'environ 20 milliards d'euros, le financement des prestations non contributives des cotisations sociales vers la CSG, voire d'autres impôts (TVA, taxe environnementale) ?

Et s'agissant de la réduction des dépenses publiques, des mesures pourraient être mises en œuvre. René Dosière, député apparenté socialiste, dans son livre sur les gaspillages administratifs préconise à juste titre de s'attaquer résolument aux doublons à l'occasion de la mise en œuvre de l'acte III de la décentralisation promis par François Hollande. Pour équilibrer durablement notre système de retraites, pourquoi ne pas étudier l'opportunité de passer à un régime par points, comme dans les pays d'Europe du Nord ? Troisième domaine, l'assurance-maladie. Il faut, notamment, repenser le parcours du malade, faire jouer davantage la concurrence pour les médicaments, développer la distribution des génériques, encore très insuffisante en France.

Une chose est sûre : s'ils devaient être engagés dès maintenant, ces chantiers ou d'autres si l'on en trouve de plus ingénieux, nous donnerait des marges budgétaires et plus de crédibilité vis-à-vis de nos partenaires européens.

La question de la base sociale

Sur le plan politique, la question est de ré-idéologiser la gauche et ses composantes. Elle est aussi de savoir sur quelle base sociale la gauche, le PS plus particulièrement (mais le sait-il lui-même ?), entend globalement s'appuyer pour mener ses réformes, et à l'intérieur de la gauche, sur quelle base sociale plus spécifique, EELV, notamment, entend, elle, clairement et plus spécifiquement s'appuyer ?

Quoi faire, pourquoi et pour qui ?

On voit bien combien l'électorat populaire, est tentée par Le Pen ou Mélenchon, combien il a parfois l'impression d'être oublié par les socialistes et, disons-le tout net, plutôt ignoré par EELV. Ces dernières années, dans toute l'Europe, les défaites, voire les déroutes de la gauche se révèlent liées à un décrochage d'avec les couches populaires. C'est ce scénario qui a miraculeusement été évité en 2012, mais pourrait se réaliser à partir de 2014.

Notre intuition, notre conviction, est que, contrairement à ce que la Fondation Terra Nova proposait sans barguigner dans une note désormais célèbre ayant trait à une nécessaire clarification de la stratégie électorale du Parti socialiste, la redéfinition de la coalition sociale que devrait constituer la gauche pour l'avenir ne passe certainement pas en faisant une croix pure et simple sur les catégories populaires, au prétexte qu'elles seraient trop réfractaires à la mondialisation et surtout trop accrochée à ses protections.

Pour basculer vers quelle alliance de substitution ?

Celle de nouvelles catégories démographiques : les jeunes, les « minorités », et les « gagnants » de la mondialisation ?

Si cette façon de voir les choses n'a pas vraiment emporté à l'époque notre adhésion - c'est le moins que l'on puisse dire- elle avait cependant le mérite d'exposer publiquement les soubassements idéologiques d'une certaine gauche sociale-libérale...

Une autre proposition sous la houlette du groupe de la *Gauche populaire* (« *Plaidoyer pour une gauche populaire, La Gauche face à ses électeurs* ») a tendu au contraire à vouloir arrimer le PS et son candidat à ces mêmes couches populaires. Et balayait, non sans quelque justesse d'analyse, l'idée que ce que l'on appelait jadis le prolétariat était loin d'être une classe en voie de disparition. Ainsi Rémi Lefebvre notait-il que « *le poids des catégories populaires n'a guère diminué depuis trente ans (60% de la population si on agrège ouvriers et employés)* ». La France compte encore en effet, mine de rien, huit millions d'employés et six millions d'ouvriers !

On se souvient que certains patrons rêvaient d'« *entreprises sans usines* » au début de la décennie 2000, contribuant ainsi à la démobilitation industrielle, pour autant, nous ne sommes pas obligés de suivre ces politistes qui nous enjoignent à rêver d'une France sans ouvriers !

Le « politiquement pensable à gauche » devrait être capable de construire une assise électorale à partir de cette réalité sociologique. Le hic, c'est que, si l'on en croit Christophe Guilluy qui nous dit l'avoir relevé à la faveur de ses enquêtes de terrain « *la nouvelle géographie sociale nous enseigne que la gauche est forte là où le peuple est faible* ».

Mais quelle est donc cette diablerie ?!

Force est de constater que la gauche gagne en effet dans les métropoles mondialisées qui tirent leur épingle du jeu de l'ouverture des marchés et utilisent l'immigration pour les emplois de services non qualifiés. Ailleurs, dans les zones périurbaines et rurales qui accueillent la majorité des classes populaires et moyenne, elle fait pâle figure.

Dans ces *terres invisibles*, les électeurs oscillent entre abstention et vote Front national. Mais, dès qu'un candidat s'adresse à eux et promet de prendre en compte leur aspiration à la protection, ils sont immédiatement remobilisés politiquement (c'est l'exemple de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007).

Ces territoires concentrent les difficultés économiques et subissent de plein fouet les délocalisations industrielles et les fermetures d'usines. Leurs habitants sont hostiles au multiculturalisme et réclament une régulation de l'immigration et une protection culturelle qui sécurisent leur environnement de vie. Ces préoccupations populaires ne relèvent pas forcément d'une dérive extrémiste ou d'une lepénisation des esprits. Il existe des réponses progressistes qui sont les nôtres depuis longtemps et sont partagées apparemment par les promoteurs de cette gauche qui s'autoproclame « populaire » :

- une sécurité de proximité, rejetant l'angélisme comme le tout sécuritaire ;
- une loi qui soit la même pour tous ;
- un Etat recouvrant sa mission au service des citoyens ;
- un commerce extérieur régulé ;
- une identité républicaine de la France, nation politique et non ethnique. A la condition que la gauche assume sa mue républicaine.

Il est non moins clair que c'est aussi dans cette France dite « périphérique », vue de Paris, à l'écart des métropoles mondialisées, que se joueront vraisemblablement les prochaines échéances électorales.

A ces dimensions économiques, sociales et culturelles, s'ajoute la réalité d'une école en panne. Comment ne peut-on pas souligner la permanence des inégalités scolaires et leur enracinement chez les catégories populaires ?

Deux priorités devraient être clairement dessinées pour relever l'école de la République. D'abord, l'école primaire et maternelle où l'échec scolaire doit être ramené de 4 à 1. Ceux qui échouent au collège et au lycée sont ceux qui ont échoué dès l'enfance. Ensuite, par un effort considérable dans l'enseignement supérieur pour amener au niveau de la licence (bac+3) 50% d'une classe d'âge. Les couches populaires doivent les premiers bénéficiaires de cette politique qui devra être replacée dans un grand programme pour l'égalité. Point n'est besoin d'être démagogue pour parler aux catégories populaires, car celles-ci font l'expérience concrète de la mondialisation et de la crise.

Les classes populaires et moyennes ont compris depuis longtemps que sans base productive solide, sans industrie avec des emplois stables et correctement payés, aucun système social n'était finançable à long terme. Leur scepticisme de longue date concernant les bienfaits d'une mondialisation supposément « heureuse » n'est que la traduction d'une vision beaucoup plus réaliste de ses effets que ne l'ont nos « élites », qui n'ont, depuis trente ans, à quelques exceptions près, rien vu venir. C'est pourquoi un discours fort sur la nécessité de redévelopper une certaine activité industrielle en France, et sur les territoires, à l'abri d'une monnaie moins chère, a toutes les chances d'être entendu. Mais encore doit-il être tenu avec la force, la constance et la clarté nécessaires pour redonner l'espoir qui fait tant défaut aujourd'hui.

Vitaminer les débats d'idées

Les débats politiques sont malheureusement peu nourris ces derniers temps. En réalité depuis 2002. Encore moins philosophiquement !

Où sont nos Jaurès d'aujourd'hui ?

Si la gauche revenue au pouvoir ne paraît pas prendre la mesure des transformations qu'elle doit mener, et des attentes qu'elle doit combler, est-ce parce que nous manquons de critique sociale ?

Une fois sera sans doute coutume chez moi, mon ami politiste et sociologue Philippe Corcuff (qu'il n'est pas question pour moi de cacher) s'interroge, dans son livre *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs* (éditions La Découverte), sur l'éparpillement et les difficultés des pensées critiques. Un ouvrage qui est à la fois un discours de la méthode et un manuel de savoir s'engager...

Les idées existent, des ressources, des outils intellectuels existent : pour ne commencer qu'au XIX^e siècle : Marx, Proudhon, Fourier, Rosa Luxemburg, Jaurès, Durkheim, Weber, Simmel, Wittgenstein, Elias, Lévinas, Foucault, Bourdieu...

Et Maurice Merleau-Ponty (qui a été la boussole d'un club de réflexions sociales et politiques Maurice Merleau Ponty créée en 1995, rassemblant militants politiques, syndicaux, universitaires, chercheurs, agents de services publics, journalistes, auquel certains d'entre nous avons pu participer, dont votre serviteur, animé par Philippe Corcuff, Delphine Gardey, Laurent Baumel et quelques autres, dont certains sont aujourd'hui au PS, à EELV, au NPA, voire à la FA (sic !)).

Aujourd'hui encore, Merleau Ponty pourrait nous être utile.

Il ne s'agit évidemment pas de se trouver une icône à révéler, un ensemble de dogmes auxquels on « adhérerait » en bloc, des réponses toutes prêtes face à nos incertitudes contemporaines, mais plutôt un stock de ressources intellectuelles et d'interrogations vives qui sont susceptibles d'alimenter notre actualité : défense paradoxale par sa localisation de la raison critique, vision de l'action politique comme pari raisonné affronté à l'incertitude d'une histoire marquée par la contingence, possibilité d'alliance entre certains acquis du libéralisme politique et l'anticapitalisme, maintien d'une relation critique et non exclusive au marxisme, rapport de l'intellectuel à l'engagement supposant tout à la fois distanciation et proximité avec les rugosités de la politique réelle (contre la vision sartrienne), etc.

À partir d'une certaine lecture de ces ressources, on peut suivre Merleau-Ponty, le mettre à distance ou le mettre en cause. Il n'y a pas de voie unique pour faire travailler intellectuellement et politiquement un auteur dans une conjoncture spécifique (cela ne passe nécessairement par l'affiliation à un « marxisme », à un « merleau-pontisme » ou à un « bourdieusisme »).

Philippe Corcuff notait ainsi dans un article que s'il le suivait dans sa défense, face au stalinisme, des acquis de la démocratie parlementaire, il le trouvait trop confiant quant aux potentialités démocratiques de ces institutions. Il lui semble simplement que la caractérisation actuelle par un Jacques Rancière de nos régimes comme « États de droit oligarchiques » est plus lucide. De son point de vue, cela ouvre sur la possibilité de la « mise en tension » de mécanismes représentatifs (dont la composante oligarchique ne permet pas qu'ils puissent prétendre constituer le tout ou même le principal de l'idéal démocratique) avec des formes de démocratie participative et / ou directe, élargissant leur portée démocratique et contrebalançant leurs tendances oligarchiques.

Sur ce registre, on ne peut que regretter le peu d'appétence des écologistes des partis, d'EELV en tête, pour les idées et l'argumentation.

Comme sa difficulté à articuler la question de l'exercice du pouvoir, la participation au gouvernement, à son projet politique, son incapacité parfois à se coltiner le concret, à gérer l'irruption du réel, son peu de goût pour la culture de l'évaluation et les études d'impact de ses propositions, ses reculades incessantes pour trancher l'indécision, la tension, qui habite ses analyses internes, risquent juste d'avoir pour conséquence une pratique politique incertaine. Du reste, le problème actuel d'EELV, n'est pas tant un problème de cap qu'un problème de ligne dont on a du mal à comprendre le sens.

Social-libérale, néolibérale, antilibérale, libertaire ?

On tend trop souvent à EELV à confondre libéralisme politique (centré les libertés individuelles, les droits politiques, le pluralisme d'expression et la limitation réciproque des pouvoirs) et libéralisme économique (centré sur la régulation par le marché).

Ce qui ne devrait du reste pas empêcher que la critique du capitalisme puisse tout à la fois s'opérer de l'intérieur de l'économie de marché (nous sommes tout de même dans un gouvernement) et d'un ailleurs qui reste à imaginer.

Histoire au passage de rabibocher tout notre petit monde à EELV.

Après tout, la critique du capitalisme, telle que l'ont amorcée les courants socialistes du XIX^e siècle (dont Marx) n'était-elle pas à la fois intérieure et extérieure au capitalisme (énoncée au sein du capitalisme, à partir de ses contradictions présentes, mais dans l'horizon dénaturant de la possibilité d'une société non-capitaliste) ?

Il y a un chemin pour EELV.

D'autant qu'il est ironique de noter que le PS souhaitant traduire une évolution idéologique, une inflexion, a abandonné en 2008 toute notion de *rupture avec le capitalisme* qui figurait dans sa « Déclaration de principes », préambule de ses statuts, au moment même où la crise s'annonçait ! Abandonnant au passage toute perspective utopique.

Mais ne soyons pas dupes : l'« économie de marché » est une forme idéologique du capitalisme, pour laquelle le marché est censé jouer un rôle régulateur principal, en décalage avec ses tendances oligopolistiques effectives.

Simplement, il y a peut-être une voie, au plan politique, pour une formation comme EELV, et plus généralement les écologistes où qu'ils se trouvent, pour imaginer et construire une nouvelle alliance entre ce que l'on pourrait appeler, pour dire vite, libéralisme politique, démocratie et anticapitalisme ?

C'est du reste ce libéralisme politique que Merleau-Ponty avait en tête dans *Les aventures de la dialectique* avec l'expression « nouveau libéralisme ». En rupture alors avec le stalinisme et mettant à distance certains impensés marxistes.

Différent en tous cas des tentatives de « la deuxième gauche » (incarnée aujourd'hui par Olivier Mongin et la revue *Esprit* et à la fin des années 1970 par la direction de la CFDT et par Michel Rocard). Si cette *deuxième gauche* a utilement nourri les gauches de questionnements quant au totalitarisme ou à l'enracinement d'une culture étatiste, elle a tendu à le faire en naturalisant progressivement le capitalisme, sous l'expression d'« économie de marché », dans un lien supposé nécessaire avec le libéralisme politique et la démocratie, contribuant ainsi à désarmer intellectuellement la gauche face à la contre-révolution néolibérale des années 1980 (et, par ricochet, face à la crise en cours du capitalisme).

C'est Michel Rocard, passé du PSU au PS, qui a ouvert la voie dès octobre 1976, lors d'un colloque du magazine *L'Expansion*, face à des patrons français :

« (...) Le système de régulation restera le marché (...) on ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale (...) » (dans *Les socialistes face aux patrons*, Paris, Flammarion, 1977, p.182). Ce qui est d'ailleurs associé par Michel Rocard à une perspective de collaboration des classes : « Donner une nouvelle légitimité au pouvoir économique, fondée sur un consensus nouveau avec le monde du travail et le respect de priorités définies collectivement dans le cadre de la planification démocratique. » (*Ibid.*, p.192)

Pour notre part, qui ne doutons pas qu'une « lutte des classes » existe encore, nous pensons que cette critique peut s'inscrire dans un horizon anticapitaliste qui ne suppose pas nécessairement une suppression totale du marché, mais peut simplement viser - et ça ne sera déjà pas si mal ! - une rupture avec la régulation « globale » par le marché, des mécanismes marchands pouvant continuer à jouer un rôle local et dépendant d'une logique démocratique. N'est-ce pas ce vers quoi tâonnait Merleau-Ponty dans son soutien à Pierre Mendès France (dans un texte de 1959) ? :

« Déjà autrefois, dans le livre qu'il a signé avec Ardant, Mendès France refusait de s'en tenir au laisser-faire, il parlait de mettre en place, pour obtenir la régulation du marché, ce qu'il appelait des "mécanismes artificiels". Au fond, ce sont ces mécanismes qu'il faut maintenant définir, décrire avec précision, et dont il faut assurer la direction démocratique. » (« *L'avenir du socialisme* », repris dans *Parcours deux 1951-1961*, Lagrasse, Verdier, 2000, p.244).

Et Merleau-Ponty indiquait qu'il s'agissait de « soumettre à une direction d'intérêt public les mécanismes de l'économie de marché » (« *Sur la déstalinisation* », repris dans *Signes*, Paris, Gallimard, 1960, p.385). Régulation « globale » par le marché (maintien d'une « économie de marché » capitaliste) ou régulation publique et démocratique des « mécanismes de l'économie de marché » devenant alors dépendants et de portée locale (s'inscrivant dans l'exploration d'une société non-capitaliste démocratique n'ayant rien à voir avec la dictature stalinienne) ? Il nous semble qu'à travers des distinctions sémantiques qui peuvent paraître un brin compliquées, d'ailleurs tâonnantes chez Merleau-Ponty, en recherche ouverte, se jouent des divergences politiques fortes, qui sont devenues particulièrement cruciales avec la conversion sociale-libérale de la majorité des forces socialistes et social-démocrates européennes au cours des années 1980.

QUEL ESPACE POUR EELV ?

Quand on voit à quel point en sont arrivés les dirigeants socialistes pour avancer tant d'assertions conservatrices depuis 2002, naturalisant le capitalisme comme cadre indépassable des relations sociales, on ne peut que se dire qu'un espace existe pour EELV, aidé en cela par une conjoncture favorable avec un NPA qui est réduit à la portion congrue de ce que fut le LCR (et encore !), suite à l'hémorragie de cadres et de militants l'an dernier, comme suite à la fuite en avant populiste d'un Jean-Luc Mélenchon (qui n'a réussi qu'à piquer au NPA le magistère de la rue), nouveau Tartarin politicien aux discours anticapitalistes, et aux impasses politiques avec son PG.

Les écologistes que nous sommes au PRé, encartés ou pas, auraient tendance à appeler les écologistes politiques et associatifs à assumer un réformisme que nous n'hésitons pas à caractériser de *radical*. Eût-il un goût d'oxymore.

Avec les valeurs de l'écologie politique, avec ce que nous entendons promouvoir comme réformisme pratique, avec les forces que nous choisirions et qui nous choisiraient, autour de notre vision précisément radicale de l'égalité et de la justice sociale, mais aussi du souci qui doit être le nôtre, dont nous ne pouvons faire l'économie, de l'efficacité économique.

En regardant (c'est aussi notre rôle au PRÉ !) à partir de notre électeur EELV type, vers quelle base sociale, un parti tel qu'EELV pourrait évoluer. Sachant que la base sociale historique du socialisme vacille partout en Europe avec une immense percée du côté des classes moyennes et une déperdition dans les catégories populaires.

EELV apparaît aujourd'hui, surtout en Ile de France, comme un parti d'élus, de collaborateurs d'élus, de cadres, d'enseignants et d'animateurs sociaux. Une base sociale à l'évidence trop étroite pour en faire une puissance réformatrice.

Il faudrait qu'EELV trouve le moyen d'aller à la rencontre de la société française (au-delà des urbains diplômés du supérieur, travaillant dans le secteur tertiaire), qu'elle ouvre et anime, quand elle sentira prête, des Etats généraux de la société française.

Cela induit qu'EELV sache quelle lecture de la société elle fait, comment elle répond à ses attentes, notamment en regard des questions fondamentales que posent les nouvelles inégalités sociales et les exclusions, comment elle se positionne face aux mutations technologiques et sociologiques. La reconnaissance des inégalités, donnée sociologique majeure, devrait fonder son diagnostic.

De quel compromis social EELV est-elle porteuse ? Avec quel centre de gravité ?

En 1999, Lionel Jospin parlait d'un nouveau compromis entre classes moyennes et classes populaires. Depuis, cette question reste en déshérence.

EELV devrait peut-être s'en emparer et commencer par ça.

Par réfléchir à un réformisme de méthode, dans la perspective des villes et des régions qu'elle pourrait gagner lors de prochaines échéances électorales, mais aussi de contenu. Qui ne se limite pas seulement à se poser en porteur de la « fierté verte ». Qui ne se définit pas de façon négative par rapport au libéralisme, au populisme d'extrême droite ou au « radicalisme » d'extrême gauche...Mais en ayant la claire conviction qu'il ne peut y avoir de réforme du système sans rupture avec la domination du profit privé et la restauration d'une logique de l'intérêt général.

Qui ne voit que c'est la logique de la domination de profits privés sur le bien commun qui nous pousse à l'impasse écologique de notre modèle économique, à la dislocation de la cohésion sociale, à l'aggravation des inégalités ?

Cela passe par la démocratie, par une réflexion sur la démocratie qui constitue le déficit majeur de la pensée socialiste du XX^e siècle.

Prenons garde à ne pas se contenter d'essayer d'aller dans leurs pas en se contentant de se couler dans les institutions et les règles du jeu de la démocratie représentative parce que nous y verrions, à notre tour, un instrument pour disputer le pouvoir et faire passer pacifiquement certaines réformes sociales. Il importe de préserver une critique fondamentale, celle que l'on appelait autrefois de la démocratie bourgeoise, toujours aussi oligarchique, qui, sous couvert de démocratie, assure en réalité la reproduction d'une élite qui gouverne la société.

Aujourd'hui, le problème, d'une certaine manière, n'est pas que l'économie ne soit pas placée sous le contrôle du politique, comme disent beaucoup de nos amis Altermondialistes, mais que le politique ne soit plus sous le contrôle des citoyens.

Une révolution est nécessaire : celle de notre rapport à la production et à la croissance. Celle de la rupture avec la tradition productiviste du progrès dans la gauche. Non pour bannir toute idée de croissance, mais pour rappeler, réaffirmer, que production et croissance sont des instruments au service du développement humain et du progrès social, et pas des fins en soi.

André Philip, oublié aujourd'hui, disait que le socialisme était « *souple dans la doctrine, précis dans le programme et irréductible dans les valeurs* » ; il y a peut-être de cela à reprendre dans notre vision d'un réformisme.

Lire le monde en tenant compte de la réalité ; repenser la conception traditionnelle de l'égalité, de la responsabilité et de la liberté des individus ; préciser notre programme, nos alliances possibles ; prendre conscience que la démocratie n'est pas seulement représentative, innover face aux nouvelles exigences et aux nouvelles formes démocratiques, y compris sur l'Europe et la régulation mondiale ; penser à ce que pourrait être demain le pivot des alternances politiques et notre réponse aux cris de douleur et de colère des plus humbles.

Faisons des propositions en termes de démocratie effective. Y compris dans l'entreprise.

Et faisons le point sur cet enjeu en convertissant positivement les différentes « tribus » écolos, et tant qu'à faire au-delà, aux bienfaits possibles du réformisme ... en attendant la révolution (sic !)

Avoir une conscience claire des contraintes, des obstacles, des adversaires, mais aussi une conscience de soi et une bonne perception des enjeux n'a rien du gros mot !

N'hésitons pas à recourir une fois de plus à Merleau-Ponty : lui-même caractérisait positivement le réformisme. Il laisse entendre que ce « *réformisme* » serait anticapitaliste, car appelant un « *dépassement de l'anarchie capitaliste* ». Dans ce cas, il se situerait à plus strictement parler dans la cadre d'un « *réformisme révolutionnaire* » comme celui de Jaurès, d'un austro-marxiste comme Otto Bauer ou d'André Gorz dans les années 1960. Ailleurs, il inscrit son soutien au réformisme, incarné par la figure de Mendès France, dans une conjoncture politique (« *à l'ordre du jour* »), marquée par la nécessité de prendre ses distances vis-à-vis de l'hégémonie stalinienne sur la gauche française, et non comme un choix plus stable. C'est plutôt congruent avec sa vision de la politique comme pari raisonné dans des circonstances à chaque fois particulières.

Il y a bien sûr des contradictions dans cette démarche. Tout d'abord peut-on nettement s'émanciper de l'éternelle et lassante opposition « *réforme ou révolution* » en se contentant de rejoindre un de ses deux pôles (« le réformisme ») ?

En même temps, pourquoi n'y aurait-il qu'une « *seule* » question « *à l'ordre du jour* » ?

Cela ne mutile-t-il pas la vision pluraliste et contradictoire de la réalité ?

N'y a-t-il pas ici une *tension* entre un pluralisme attentif à la diversité des contradictions du réel et une lucidité quant à la logique binaire qui lui semble tendre à s'imposer dans la conjoncture politique (stalinisme ou réformisme ?) ?

Cette lucidité ne contribue-t-elle pas à le rendre aveugle à une pluralité de possibilités plus latérales, qui s'épanouiront davantage en Mai 1968 et après : courants « réformistes révolutionnaires » (de Gorz au PSU et au CERES au sein du PS d'Épinay) et « révolutionnaires démocratiques » (libertaires, conseillistes, situationnistes, trotskystes, etc.) ?

C'est sans doute moins en fournissant des réponses stabilisées qu'en alimentant nos questionnements, par la stabilisation de certains repères dans la vision même de notre

rapport à la politique, que Merleau-Ponty apparaît, encore une fois, le plus précieux aujourd'hui.

Il manque aujourd'hui un espace qui se présenterait comme un des lieux rares où de tels débats, au croisement de ressources intellectuelles et de préoccupations politiques, pourraient avoir lieu, et qui aurait le souci de recréer de l'esprit démocratique.

En attendant, EELV serait bien inspirée de travailler ce sur quoi la gauche est tentée de renoncer, comme par exemple l'égalité, confondant bien souvent, ce qui est juste et ce qui est possible.

Alors même que la méfiance qui semble s'installer envers la politique s'accompagne de la montée de l'exigence morale, dont les nouveaux média, l'Internet, les réseaux sociaux sont les canaux et se traduit précisément par la reprise du vieux mot d'ordre de la Révolution française d'égalité. Cette nouvelle exigence vise de facto les responsables politiques, les élus ; elle touche au cumul des mandats, à leur genre de vie, à leur éthique personnelle qui apparaît trop souvent contraire à ce qu'ils nous enseignent publiquement, à ce qui est perçu aussi comme des avantages, quand ce ne sont pas des privilèges, à la corruption de quelques-uns et la compromission d'un peu plus.

C'est que cette nouvelle exigence individuelle et collective se nourrit du creusement des inégalités et subséquemment de la dévolution du capitalisme en instrument d'enrichissement scandaleux de ses dirigeants.

Pour prétendre inspirer l'action et le désir de réforme, notre réflexion politique devrait-elle renoncer à l'idéal ou à l'utopie ?

On peut et on doit se demander quels sont les principes politiques auxquels nous avons de bonnes raisons d'adhérer, de partager, quels sont les principes moralement justifiés qui devraient s'appliquer entre les individus. Nous pensons que l'égalité et la solidarité ne sont pas des réponses désuètes, car ce sont ni plus ni moins que les bases d'une société réellement humaine.

Sur un registre plus « trivial », les écologistes seraient également bien avisés de se demander quelle est la meilleure manière d'être présents lors des prochaines élections et quelles sont les mesures ou le programme réalisable qu'ils pourraient proposer pour atteindre cet objectif.

EELV devrait savoir, depuis au moins la dernière Présidentielle, qu'il ne suffit pas d'afficher des principes politiques pour emporter l'adhésion de nos concitoyens et gagner des élections.

Si la seule vertu d'un principe moral est de permettre de l'emporter sur ses ennemis, ce n'est pas un principe moral, d'où la nécessité de ne pas confondre la question de ce qui est juste avec la question de ce que nous devons faire.

On voit bien qu'une des principales difficultés de François Hollande et de son Gouvernement auxquelles ils se heurtent c'est l'ampleur des espérances qu'il a suscitées.

A contrario ; un de ses principaux atouts, c'est la claire conscience dans la population de l'étroitesse des marges de manœuvre. Ils veulent bien admettre qu'une politique de croissance et de ré-industrialisation qu'il a annoncées ne saurait donner des résultats immédiats. Encore que la séquence d'Arcelor-Mittal vient contrarier gravement cette chance extraordinaire.

En revanche, il est de la responsabilité d'une formation comme EELV de pousser au train avec ses approches spécifiques. Est-ce trop lui demander ?

Les femmes et hommes de progrès ont-ils d'autre choix que de parier sur la réussite du nouveau Président et de lui apporter, certes leur vision critique (que nous partageons au PRé), mais aussi et avant tout leur concours ?

Il faut veiller à ce que soit conclu un pacte clair avec les couches populaires et les couches moyennes si possible pour que les satisfactions, si elles doivent être différées pour certaines ou pour beaucoup d'entre elles, ne soient pas ultérieurement passées aux pertes et profits de la fatalité historique.

Cela suppose de rétablir, comme au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les capacités de prévision, d'anticipation et d'impulsion, sinon d'orientation, économique de l'Etat.

Que l'Etat puisse être cet Etat stratège qui a trop manqué à la France et aux Français ces dernières années, soucieux de lutter contre les empiétements et les dérives du capitalisme financier, comme d'améliorer la place du travail dans les profits de la croissance.

Les autres objectifs, qui n'en sont pas moins importants, culturels et sociétaux, dépendent de la réussite de cette politique qui nécessairement devra prendre la forme d'un compromis dynamique.

RESTAURER LA CRITIQUE SOCIALE

Le profit industriel et boursier est au plus haut, alors que l'état de la société est au plus bas. Confrontés depuis plus de trente ans à ce paradoxe, les salariés voient disparaître l'un après l'autre, sous les gouvernements de gauche comme de droite, les avantages et les droits acquis par des décennies de combat syndical, les conduisant à mettre en doute l'utilité des luttes sociales et des syndicats.

Aujourd'hui, ce n'est pas tant le capitalisme qui est en crise que la critique du capitalisme.

Cette crise la pensée critique ne se limite pas qu'aux intellectuels, mais se niche au cœur du système social, comme ont pu l'analyser Luc Boltanski et Eve Chapiello dans « *Le Nouvel esprit du capitalisme* » (Gallimard 1999).

Et si pour restaurer la confiance des citoyens, on acceptait (enfin) de réhabiliter l'esprit critique dans le débat public comme dans la vie quotidienne ?

Rien d'original, ni de neuf : dans les années 90, c'était déjà l'un des sujets sur lesquels un certain nombre d'entre nous avons pu travailler, au sein de différents groupes, ou clubs de réflexions sociales et politiques (comme déjà indiqué, le Club Merleau Ponty, etc.). Notre conviction était que si on voulait restaurer la croyance dans la démocratie, il fallait défendre la cause de la critique, pas seulement l'autoriser en paroles, mais lui redonner les moyens d'avoir prise sur la réalité.

D'abord sur la réalité locale, sur les situations qui sont à la portée de nos mains.

Déjà, nous avons constaté aisément combien parmi les asymétries qui structurent la vie sociale, celle concernant les règles était déjà l'une des plus criantes !

Et que c'était d'abord par rapport à elle que prenait sens l'idée de la domination.

Nous notions (déjà) qu'une réaction fréquente était d'exiger une plus grande rigueur à l'égard des détenteurs du pouvoir, des puissants plus généralement, afin de les obliger à respecter pareillement les règles qu'ils imposent aux autres.

Nous avons plutôt tendance à la qualifier de (strictement) moraliste, donc accessoirement peu efficace, mais surtout conduisant aisément vers une forme ou une autre de populisme ou même d'intégrisme...

On est malheureusement en pleine actualité. Il existe pourtant une autre façon de diminuer les asymétries face aux règles : en donnant au plus grand nombre les moyens d'interpréter les règles, en réhabilitant l'esprit critique, seule façon de rendre évidente la valeur de la démocratie et de restituer durablement à l'action politique la force qui lui a soustraite son assujettissement aux contraintes gestionnaires et aux verdicts des "experts". Evidemment pour cela, convient-il encore d'assumer pleinement la rupture avec la théologie politique...

Au PRé, nous avons pu mesurer combien l'absence de lieux d'échanges, d'analyses, d'expertises et de propositions est le fruit de plusieurs évolutions emmêlées :

- un mouvement continu de professionnalisation politique
- le mouvement de technocratisation. Les énarques ont pris de plus en plus de poids dans la définition de ce qu'est la politique. Il suffit de voir le profil uniforme des conseillers qui gravitent autour de FH. Ils occupent à la fois les postes de hauts fonctionnaires, les principaux postes politiques, et aussi une part du pouvoir économique. Là, s'est forgée une vision très particulière, très fragmentée. On découpe ainsi dans la réalité des cases dites "techniques" : "l'immigration", "l'emploi", "le déficit budgétaire", "la délinquance"... On segmente les problèmes sans établir de rapports entre eux. On examine des petits bouts de tuyauterie de machineries sociales dont on ignore la globalité.
- L'émergence de think tanks dont la priorité de la plupart n'est pas de créer de matière à penser, mais de rester confinés dans un domaine limité de l'intellectualité : celui segmenté de l'expertise et de la logique programmatique. Ils élaborent des "réponses aux problèmes" de l'école, de l'immigration, du déficit budgétaire... sans jamais se demander pourquoi l'immigration ou le déficit budgétaire sont considérés justement comme des "problèmes", ni réfléchir au cadre social global dans lequel cela se situe.
- Cela n'a guère permis à la gauche de réélaborer les "logiciels" de la critique sociale et de l'émancipation, c'est-à-dire les façons de formuler les problèmes avant même de réfléchir aux réponses.

Cette gauche « hollandaise » comme l'appellent sans ménagement aucun ses contempteurs, et surtout sans respect aucun pour la gastronomie (sic !), semble considérer que la mondialisation néolibérale et le recul de l'Etat social sont irrémédiables.

Elle semble se contenter pour l'instant, comme nous l'avons déjà relevé, d'aménagements sociétaux justes mais limités et d'aménagements sociaux à la marge (l'allocation de rentrée scolaire...), mais qui sont loin de correspondre aux préoccupations majeures des français.

FH a la particularité de défendre les effectifs de l'Education nationale et un peu ceux de la police et de la justice, mais le reste des services publics est dans une logique de dégraissage néolibérale.

Comme ce cadre n'est pas complètement assumable, il y a des écarts entre les discours et les actes.

Pour autant, le cadre intellectuel des « gauches de la gauche » n'est guère plus opérationnel, englué qu'elles sont dans des schémas assez manichéens où il y aurait le mal (le marché, l'individualisme) et le bien (l'Etat, le collectif et de plus en plus la nation avec le thème de "la démondialisation"). Et le combat du bien et du mal tombe du côté du mal à cause des horribles médias qui aliènent et abrutissent tous les gens - sauf ceux qui tiennent ce discours, évidemment, qui sont préservés comme par opération de la Saint Vierge ou du Saint Esprit !

C'est moins l'indignation ou l'engagement qui caractérisent ces gauches que la déploration. Les automatismes simplifiés de cette doxa critique ont des échos au Front de Gauche, à Attac, au NPA, chez ceux qui disent se situer à la gauche du PS, et même chez une partie, il faut bien le dire, des écologistes...

C'est une pensée au final paralysante, qui entrave aujourd'hui le travail de reconstruction intellectuelle de la gauche, qui s'en remet trop à la double croyance que les choses iront mieux quand on se sera débarrassé de "l'individualisme" et des "médias dominants".

Mais se trouve à l'œuvre dans ce cas une des manifestations d'une pathologie intellectuelle transversale aux gauches : l'essentialisme, c'est-à-dire voir le monde à travers des essences, des entités homogènes et stables. On dit « les musulmans », « l'Europe », « les médias », « l'Amérique », ... Comme si on refusait de voir qu'il y a dans la réalité des contradictions, des logiques plus ou moins diversifiées, des résistances, des transformations.

Comme si parfois, on préférerait s'en remettre aux théories du complot, également caractéristique transversale de moult pensées à gauche ?

En ce qui concerne l'analyse des médias et des relations internationales, qui ne se rend compte qu'il y a des schémas très présents dans les milieux militants et sympathisants de gauche en totale contradiction avec les schémas des sciences sociales dans ces domaines ?

Dans le cadre conspirationniste, le principal de ce qui arrive est le fruit de manipulations conscientes et cachées de quelques élites. Or tout ce que nous ont appris les sciences sociales, depuis Marx jusqu'à Bourdieu, c'est plutôt les contraintes des structures impersonnelles.

Pour reprendre une image de Philippe, le capitalisme aujourd'hui, c'est Matrix ou Skynet dans "Terminator" : une machinerie impersonnelle qui contraint et domine peu à peu le monde. Il n'y a pas de pilote dans la machine, personne ne la contrôle complètement : on l'a vu lors de la crise des subprimes, certains de ceux qui croyaient être les pilotes ont été éliminés, d'autres ont sauvé leur peau de justesse... Ce n'est pas parce que certains profitent du système qu'ils le contrôlent.

Là, on est en face, comme pour l'essentialisme, d'une pathologie intellectuelle importante à gauche.

Mais il y en a d'autres.

Une vision implicite hante les gauches : c'est le passage subreptice du verbe pronominal « s'émanciper » au verbe transitif « émanciper ».

La plupart de ceux qui s'expriment publiquement à gauche ; et surtout « à gauche de la gauche », semblent plutôt de prime abord pour l'auto-émancipation des opprimés, mais sont souvent léninistes : une avant-garde éclairée (antilibérale, anticapitaliste, laïque,

féministe...) est supposée ramener de la caverne vers la lumière la masse de ces pauvres gens qui serait complètement aliénée par les médias, le travail, la consommation, et/ou l'islam, le christianisme, etc. (sic !)

Quelle issue ?

Les partis politiques ont de moins en moins de rapports pour se vivifier avec les mouvements sociaux – cela interrogerait l'hégémonie de la vision technocratique – ou avec les intellectuels critiques.

Quand ils sont en quête d'idées, ils choisissent soit des technocrates supposés être spécialistes de tel ou tel domaine, soit des intellectuels médiatiques, ceux qui font le tour des plateaux télé, ceux-là mêmes qui parlent de tout avec aplomb sans savoir grand-chose sur rien.

Certes les universités populaires alternatives constituent par exemple des expériences intéressantes, mais se présentent plus comme des lieux de diffusion de ressources critiques que d'élaboration. Même les groupes comme le conseil scientifique d'Attac et la Fondation Copernic qui fournissent de la contre-expertise qui fut utile face aux scénarii technocratiques, ne sont pas loin de risquer ce faisant de rester prisonniers d'une vision segmentée des choses.

Disons-le aussi, on sent parfois une forte attente du "grand penseur".

Est-ce ce qu'il y a de mieux à espérer dans une perspective démocratique ?

Quelques grands intellectuels contemporains ont et pourront jouer un certain rôle, mais là n'est pas le principal : les logiciels de la gauche ne peuvent pas être réinventés seulement par une caste d'intellectuels professionnels.

PROMOUVOIR UNE LIGNE REALISTE AU SEIN DE LA PLANETE ECOLO

En attendant, le PRé pourrait fort utilement tenter de faire valoir à EELV un débat sur les perspectives politiques capables de constituer un projet de société réalisable et désirable en produisant une contribution (voire une motion pour les encartés !), qui puisse dégager des axes d'action, faire avancer l'ensemble des propositions écologistes, mieux donner à voir son projet, en dépassant les postures tactiques habituelles, et participer chemin faisant à la consolidation de la ligne politique d'EELV, y compris au profit de la gauche dans son ensemble.

Ce n'est pas faire du mauvais esprit que de constater que presque un an de gouvernement Ayrault n'a pas effacé de la mémoire des français l'échec douloureux du Gouvernement Fillon et les mauvaises manières du Président Sarkozy. On ne peut évidemment pas mettre en rapport cinq ans de présidence sarkozyste et un an de présidence hollandaise. Ce serait terriblement injuste.

Il reste que la perception des Français est celle-ci : un cap mal identifié, une ligne floue.

Pire : anxiogène. Au point qu'ils ne sont pas loin de se demander si l'exécutif actuel n'est pas en train de leur faire comprendre avec ses propositions pour l'instant globalement perçues

comme indigentes qu'il n'y aurait en définitive qu'un seul recours : l'impossibilité de faire déchanter un pays que la gauche aurait désenchanté...

C'est sans doute là que se niche la différence entre l'alternance et l'alternative et le risque de la masquer sous une fausse symétrie...

Ne soyons pas cruels au point de conclure que quand la gauche commence à mesurer son action aux valeurs et aux critères dont la récusation est sa raison d'être, elle a déjà commencé à cesser d'exister, mais tout de même !

On peut au moins dire que la gauche ne rassemblera rien, et surtout pas elle-même, dans la résignation, la médiocrité et l'abdication.

Le véritable réalisme ne serait-il pas celui qui se moque du réalisme qui confond le constat et l'acquiescement ?

Entre l'invention et l'imitation, il faut choisir.

Le véritable réalisme consiste à reconnaître que l'économie n'est pas une culture hors sol de la société. Il refusera de moderniser, sous le nom de nouvelle pauvreté, la misère. Le véritable réalisme doit conduire la gauche à reconnaître dans un certain accroissement des prélèvements obligatoires un des impératifs de la solidarité.

Suicidaire serait la gauche qui laisserait discréditer l'organisation collective et la puissance publique.

Le véritable réalisme consiste aussi à éviter de reprocher ou de laisser reprocher aux syndicats à la fois leur « corporatisme » et leur « politisation », alors même qu'en l'absence de projet politique cohérent ou simplement lisible, on voit mal comment le syndicalisme pourrait dépasser l'horizon des intérêts catégoriels, dont la défense est juste sa raison d'être ?

Enfin, le véritable réalisme pour la gauche ne consiste sans doute pas à disputer à la droite la promesse de renflouer la nef des floués de la croissance et de la crise comme il a déjà été fait en injectant dès 2008 deux mille milliards de dollars dans la machine pour empêcher que cette crise ne devienne mondiale, mais qui n'ont permis que la reconstitution rapide des profits des banques.

Une des voies du réalisme est aussi de prendre à bras le corps la question sociale, enjeu central des préoccupations des français, apparemment désertée par le PS et qu'EELV serait bien avisée de faire sienne.

Dissérer sur des thématiques, c'est bien, cela permet d'alimenter un projet global, et de faire des propositions concrètes dont peuvent aussi s'emparer les parlementaires écologistes.

Se plonger dans les délices des débats sociétaux, c'est évidemment une excellente manière et de faire vivre le débat d'idée et de pimenter les échanges avec les militants, les adhérents et les sympathisants, sauf qu'il faut être capable ensuite au niveau national d'en faire l'agencement.

En veillant dans le même temps à ce que le social ne soit pas oublié. A la suite de ce peut faire le PS qui semble signer là comme un aveu d'impuissance.

De ce point de vue, nous disons attention aux effets de mode avec les suggestions, parfois autoritaires, tous azimuts, que l'on retrouve systématiquement dans les listes de discussion qui impactent jusqu'à nos discussions quand il s'agit d'élaborer les projets municipaux, quand nous sommes sommés d'employer "*sociétal*" à la place de "*social*" en convoquant au passage un néologisme qui est loin de parler à tout le monde !

Rappelons accessoirement que les notions qu'ambitionne d'exprimer *sociétal* sont déjà recouvertes par *social*.

Il ne s'agit évidemment pas ici de proscrire le néologisme qui reste une des voies de l'évolution de la langue. Il s'agit surtout de s'aviser que l'on sera bien compris par celles et ceux qui nous liront ou qui nous commenteront.

Sans compter que c'est un néologisme mal formé. Son paradigme de référence n'existe pas. C'est un mot sans modèle. Connaissons-nous d'autres adjectifs en -tal formé sur un substantif en-té ? Pourquoi pas "sociéteux", "sociétard" ... "sociétique" ?!

Je crois en savoir quelque chose.

Moi-même, je me suis laissé séduire à la fin des années 80 par ce néologisme. Au sein de groupes d'études, ou encore du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES), quand, avec quelques-uns, nous étions en train d'essayer de théoriser de nouveaux espaces de réflexions.

Sans doute parce que nous éprouvions alors aussi le besoin de nous accrocher à des mots qui nous étaient propres, qui puissent lester au passage notre petit capital de technicité (sic !)

Pourquoi pas "économal" tant qu'on y est ?!

Je crois simplement que la néologie a ses limites.

Entendons-nous bien : nous ne sommes pas des puristes, nous n'avons rien contre le fait que l'on fasse de temps à autres le choix d'un accroc à la langue !

Nous voulons juste nous assurer que l'enjeu en vaille la peine, que cette trouée dans notre vocabulaire réponde à une percée théorique de même calibre.

Avons-nous à ce point besoin de rechercher un effet de science que *sociétal* cherche aujourd'hui à produire ? Assurons-nous avant tout d'être compris du plus grand nombre, ça ne sera déjà pas si mal!

And last but not least, nous confessons que l'emploi incontrôlé de ce néologisme nous agace au plus haut point: il nous renvoie aux tergiversations du PS qui verse jusqu'à maintenant dans le "sociétalisme" à tous crins, s'en gargarise à tout va...

A défaut de le faire dans le socialisme ?

Sur un autre registre d'agacement, comment ne pas être irrité devant toutes les assignations identitaires ? Ce qui ne veut pas dire qu'il faille se désintéresser des problématiques de telle ou telle « catégorie », de telle ou telle « communauté » ou supposée comme telle. C'est juste qu'il y a quelque chose de supérieur, de transcendant aux identités culturelles, ethniques ou religieuses.

Notre positionnement politique pour central qu'il se veut n'en est pas moins *radical*, à la croisée des deux acceptions françaises et anglo-saxonnes du terme : héritiers des Lumières, croyant en une raison ordonnatrice du Monde et frères des tous les opprimés, militants pour une transformation de fond en comble de celui-ci.

Il entend lutter contre toute tentative de « PRGénisation » - pour reprendre une expression certes un peu excessive et quelques peu désobligeante mais qui décrit bien une certaine tentation - une facilité ? - d'EELV qui ferait juste de notre mouvement un astre mort éclairé de temps à autre par le seul bon vouloir du PS.

A l'évidence, il y a un espace politique à occuper entre la tendance au centro-gauchisme de l'appareil du mouvement et la banalisation du PS renforcée par sa position dominante.

Si nous étions suffisamment joueurs, nous proposerions de faire le chemin inverse des radicaux de la III^e République !

Partir du centro-gauchisme actuel d'une partie de la direction d'EELV à un positionnement « centre-droit » en apparence qui aurait la vertu de pousser tous les gauchos dehors - ce en quoi, nous ferions œuvre de salubrité publique, tant sont de plus en plus insupportables certains discours gauchistes confondant la radicalité de la critique avec son niveau sonore et ses excès rhétoriques - pour glisser ensuite vers le centre, voire, soyons fous, vers le centre gauche, et incarner de nouvelles ambitions pour les écologistes d'EELV et d'ailleurs !

Après tout, souvenons-nous que Gambetta et Clémenceau, fondateurs de la III^e République étaient à l'époque les plus à gauche de l'échiquier politique avant l'apparition du mouvement socialiste !

Plus sérieusement, il y a urgence à instiller un minimum de pragmatisme, d'exigence, et de constance dans le nécessaire travail politique.

Et de jeu collectif.

Il y a urgence à savoir aussi parler, de temps à autre, d'une seule voie, ce qui n'est pas forcément contraire au collectif, pour mieux se faire entendre, mieux se faire comprendre pourrait constituer un atout.

Nous savons bien combien le « refus de leaders » remonte à loin, bien avant EELV. Avant elle, les Verts et leur parti ont toujours nourri une très grande méfiance vis-à-vis des leaders, de la délégation, de la personnalisation. C'est d'ailleurs une tradition qui se retrouve dans le slogan : « *faire de la politique autrement* ».

C'est sûr que ça ne facilite pas la vie de ne pas avoir de leader dans lequel puisse s'incarner un projet politique. Surtout quand on prétend concourir aux Présidentielles dans le système politique français actuel !

Vis-à-vis de l'extérieur, des médias, du public, des sympathisants, ça toujours été un problème. La peur que le dirigeant devienne très médiatique et prenne le pas sur l'organisation. On est certes un petit peu revenus là-dessus depuis, mais il faut bien dire que ce n'est pas encore très aisé !

Il y a urgence également d'arrêter de tomber trop systématiquement dans la facilité ou le dilettantisme qui fait que trop souvent, comme dirait Amin Maalouf, l'on a tendance à EELV à "*s'émouvoir instantanément de tout pour ne s'occuper durablement de rien*"...

Je pousse un peu, bien sûr. Mais pas tant que cela.

Ce qui n'empêcherait pas un peu plus d'hédonisme dans le discours EELV ! Nous n'oublions pas la place qu'a pu prendre le courant libertaire dans la construction de l'Écologie politique en France. Non pas parce que nous vouerions un culte particulier au plaisir, mais simplement parce que nous ferions montre ainsi d'une volonté, et ce ne serait pas rien, de se soucier avant tout du bonheur des hommes, hors de toutes les pensées globalisantes *a priori*, notamment religieuses. Sans compter que notre conviction est loin de toute écologie punitive.

Où est cet espace, où pourraient dialoguer des militants des mouvements sociaux, des chercheurs, des militants politiques et des gens présents dans les milieux artistiques, sur les réseaux sociaux, et où pourraient se développer des idées renouvelées à partir d'un rapport critique aux traditions héritées ?

Contrairement à l'Allemagne et aux Etats-Unis, la gauche en France manque de culture expérimentale. C'est sans doute lié à la valorisation de la politique comme combat (ceux qui pensent que la politique, c'est avant tout d'avoir des « couilles » présidentielles ou révolutionnaires) et au centralisme étatique. On essaye moins, ici et maintenant, d'autres façons de vivre, de travailler, de décider, de penser...

Pourtant, il y a eu dans le passé, comme nous le rappelle le grand témoin d'EELV Guy Philippon, quelques expériences comme LIP, sauf qu'après on passe surtout beaucoup de temps à en parler.

Plutôt qu'une fois de plus de se contenter de s'enfoncer dans la déploration et le ressentiment ("c'est la faute à l'individualisme, aux médias, à Bilderberg, à la Trilatérale..."), ne vaudrait-il pas mieux se lancer dans l'aventure d'autres pratiques sociales, politiques et intellectuelles ?

Ces expérimentations peuvent ne pas être que l'apanage de « bobos ». Songeons seulement que ceux qui ont fait émerger les idées de conscience de classe et de mouvement ouvrier entre 1830 et 1848 en France, étaient dans une situation bien plus misérable qu'aujourd'hui !

Il suffit parfois de dispositifs tout simples pour se remettre à agir et à penser. Par exemple, dans un atelier de l'Université populaire de Lyon, Philippe Corcuff (qui fit un passage chez les Verts) a donné à lire deux textes : un de Michel Onfray, un de Bernard-Henri Lévy. Il a ensuite fait discuter les personnes présentes : 100% ont dégommé le texte signé BHL.

Le truc, c'est que Corcuff avait malicieusement changé les signatures !

Il m'est arrivé moi-même de le faire autrefois dans le cadre de mes correspondances épistolaires, dans un accès de facétie incontrôlée, et plus récemment sur ma page FB : c'est un petit exercice qui montre en effet la difficulté en pratique de "penser par soi-même"...

Sans doute que le langage politique gagnerait en sincérité et en pouvoir de conviction s'il parvenait à associer les cadres collectifs et les subjectivités individuelles.

Notons au passage, pour l'anecdote, que Martine Aubry s'y était essayée sur le registre du "care" à l'occasion des primaires socialistes...

Le problème, c'est qu'elle en a fait un usage strictement marketing : elle en a parlé un peu parce que ça faisait bon chic d'outre manche, et puis le PS est passé à autre chose. Ceci dit, les travaux autour du *care*, auxquels participe notamment la philosophe Sandra Laugier, sont assez passionnants, même s'ils sont discutables, et méritent que l'on s'y penche quelque peu : ils associent notamment des dimensions affectives et personnelles à la question de la protection sociale.

Mais il faudrait que les philosophes qui s'intéressent au *care*, des politiques, des travailleurs sociaux, des syndicalistes et des militants féministes puissent réfléchir ensemble.

Il est important de bien distinguer le ré-arrimage des gauches au travail intellectuel des scintillements superficiels des modes successives ou du marketing politicien.

Transition, renouveau, refondation, modification, changement... peu importent les termes : qui ne voit que la rénovation d'EELV ne serait pas un luxe, qu'elle pourrait même être mise à l'ordre du jour du prochain congrès si les dirigeants d'EELV étaient un peu plus audacieux et un peu moins pressés d'en découdre à coup de postures et de postiches ?

Nos concitoyens, sont sensibles de plus en plus aux enjeux écologiques, et c'est heureux, mais peinent encore à nous faire confiance, à comprendre quel est notre projet politique dès lors que l'on aborde les élections présidentielles ou législatives.

Ce changement de braquet, peu importe le terme, doit toucher tous les domaines, et tout d'abord celui des idées.

Il ne s'agit pas de réinventer l'écologie politique. Il s'agit juste de refonder notre démarche, notre proximité avec les préoccupations des gens, nos moyens d'actions et notre communication.

Qui ne voit que malgré les avancées que nous avons pu enregistrer lors des dernières européennes, et plus récemment, grâce à un accord avec le PS, lors des dernières législatives, ou à la faveur de la formation du gouvernement avec l'entrée de deux ministres, la pensée de l'écologie politique est comme en jachère ?

Jamais l'ancrage institutionnel d'EELV n'a été aussi fort, jamais les écologistes n'ont eu autant le pouvoir d'agir sur le cours des choses, et pourtant les idées d'EELV sont mal perçues, quand elles ne sont pas en recul dans la société.

Nous sommes en réalité dans un état peu enviable après avoir perdu près de la moitié de nos adhérents, et ce n'est pas l'hémorragie de cadres et de militants qu'a connu l'an dernier le NPA ou les départs sur la pointe des pieds que connaît actuellement le PG qui pourra nous consoler.

L'Europe, la politique économique face au chômage et aux inégalités, la question sociale, sans parler des questions liées à la mondialisation : sur tous ces points, comme sur les pratiques politiques ou l'éthique républicaine, le clivage entre la droite et la gauche est parfois imperceptible. En tous cas peu lisible.

La contribution de l'écologie politique par l'entremise du projet et des pratiques d'EELV est-elle plus forte, plus parlante pour nos concitoyens ?

Sans doute sur certains sujets, mais insuffisant, voire manquant de crédibilité, si l'idée nous venait un jour de nous présenter comme une alternative à gauche ou comme pouvant contribuer puissamment à l'éclosion d'une majorité alternative à gauche.

Ne nous y trompons pas, c'est d'abord sur leurs idées, leur imagination, sur leur capacité à élaborer un projet qui puisse demain devenir une politique, que les écologistes et avec eux l'écologie politique qu'ils portent seront d'abord jaugées, et ensuite jugées lors des prochaines échéances électorales.

Mais pas seulement : sur leur capacité d'expertise aussi. Il est parfois affligeant de constater combien ils peuvent être à la peine sur des sujets sur lesquels ils sont censés exceller et qu'ils se font aimablement damer le pion par le PS !

Pour élaborer ce projet pour les années à venir, chacun a bien compris qu'il ne suffira pas de faire une resucée du dernier projet présidentiel d'EELV (sic !)

En tous cas, pour le faire vivre, la rénovation qui doit être menée passera aussi par le choix de femmes et d'hommes idoines, les plus à mêmes de le porter et de l'explicitier, de provoquer une onde d'adhésion. Cela va commencer avec les prochaines municipales.

Non seulement par cela, mais aussi par une refonte des structures politiques internes d'EELV.

Qui aura le courage d'aborder cette question, de la mettre sur la table ?

Car il s'agit ni plus ni moins du symbole et de l'outil essentiel du rapport au politique, mais aussi d'une nécessité aigüe face un profond déficit de représentation qui s'exprime (mine de rien depuis grosso-modo 1995), avec la montée incessante du Front national chez les ouvriers, les plus défavorisés et même maintenant chez une partie des classes moyennes.

Pour être à la hauteur de défi démocratique des prochaines décennies, pour faire en sorte que plus de citoyens soient engagés dans l'action politique, y compris dans ses formes les plus diverses et les plus modernes, l'enjeu est clair : il faut rénover, vertébrer EELV pour en faire une force politique centrale, moderne, ouverte, surtout ouverte, plus nombreuse, impliquée dans la société mais aussi ouverte à elle, autonome et trouvant toute sa place dans une gauche démocratique qui serait elle-même revigorée. Ou alors imaginer autre chose ?

Nous voulons croire à la pertinence du concept même de la gauche et à sa dynamique de rassemblement, à une gauche qui incarne le mouvement, le progrès, la citoyenneté, l'insertion de toutes et tous, à une gauche qui puisse unir ces familles éparses que sont les écologistes, les socialistes, les républicains, les radicaux... à une gauche qui sache évoluer dans le temps, au fil des nouvelles questions qui se posent à elle.

Encore faut-il que ses composantes soient le plus solides possibles. EELV l'est-elle ?

Qui ne voit qu'il n'ya pas plus moderne aujourd'hui que d'inventer une nouvelle redistribution des richesses, du savoir, du pouvoir dans une société où les inégalités de revenus et de connaissances sont loin de s'être émoussées ces dernières années ?

Qui ne voit que la démocratie s'impose comme principe premier dans cette action ?

Qui ne voit que, dès lors, les écologistes ont autre chose à faire que d'imiter les socialistes (singeant en cela eux-mêmes la droite qui a trouvé dans l'adjectivation décomplexée un moyen détourné de ratisser large, d'élargir sa zone de chalandise politique) en « inventant » de nouveaux gadgets comme la "gauche populaire", la "gauche durable", la "gauche forte"...qui loin de rendre compte d'une folle effervescence des idées traduisent en réalité une compétition acharnée entre des élus, des hiérarques socialistes - qui appartiennent tous à la majorité du PS ! - pour se faire entendre dans le brouhaha médiatique, se monétiser, et conquérir des "parts de marché" au sein du groupe socialiste ou prendre date plus tard dans le cadre d'un changement d'équipage à Matignon ?

Quel besoin auraient les écolos de se mettre dans leurs pas et de s'inscrire à leur tour dans des stratégies purement politiciennes ?

Ce serait juste du recel de contrefaçon !

Des merles moqueurs osent même se gausser en ajoutant qu'au PS la seule étiquette qui n'ait pas encore été préemptée, c'est "*gauche sociale*" (sic !)

Qu'auraient besoin les écologistes de mettre en scène des différences sémantiques factices, sauf à savoir qu'il s'agit en réalité, comme chez les socialistes, d'un exercice obligé, qui tiendrait du pensum indispensable pour qui voudrait "exister" ?

Ils seraient mieux inspirés au contraire à faire valoir une authentique appétence pour les idées et l'argumentation. Comme leur rejet de l'entre-soi dont ils ne sont pas naturellement immunisés...

Les écologistes d'EELV ont-ils vocation à faire gauche à part ?

Une question, je vous fiche mon billet, qui va en tarauder plus d'un dans les années à venir !

Ce qui serait d'une prétention rare, mais surtout d'une stupidité pratique sans nom.

Alors que, quelle que soit leur appartenance de courant ou de sensibilité au sein d'EELV, les écologistes, y compris les stricts associatifs qui font souvent un remarquable travail de terrain, ont tant à rassembler hors-leurs-murs et à diffuser leurs idées !

Au delà du microcosme politico-médiatique ou de leurs « listes de discussions internes » dans lequel ils sont amenés, sans y prendre garde, à confiner leur parole (comme leurs humeurs !).

Répétons-le : les écologistes ont, pendant que ça s'égarait ailleurs à gauche, à se faire les promoteurs infatigables de l'extension de la démocratie politique, mais aussi sociale, à tous les niveaux : Parlement, collectivités locales, villes et quartiers, entreprises, universités, vie associative et syndicale

Pour ce faire, l'écologie politique doit être en mouvement.

Beaucoup plus qu'aujourd'hui, et être convaincue qu'elle n'est pas qu'une branche de l'arbre de la Gauche, mais bien « *un arbre à part entière* » comme le proclame le Secrétaire national Pascal Durand.

EELV, n'est sans doute pas le moins attractif des mouvements politiques en ce moment, pour autant, on ne peut pas dire qu'elle fasse le plein des adhésions ou des ré-adhésions qu'elle pourrait faire. C'est le moins que l'on puisse dire.

Rien ne serait plus terrible pour les écolos que de donner le sentiment d'être dans une phase de rétractation, de querelle de pouvoir ou d'ambitions, de se complaire dans ce qui peut-être jugé à l'extérieur comme des discours et des problématiques ésotériques et pour le moins codés.

N'est-il pas temps de se concentrer plutôt sur ce que pourrait revêtir l'implication dans l'action politique ?

Comme le dépassement de la peu pertinente séparation militant / coopérateur / sympathisant / électeur / citoyen ?

Une chose est de se fondre dans les logiques de la vie d'une organisation comme EELV, une autre est d'accepter d'en devenir rétréci, comme hébété.

Devant la réalité des nouveaux modes de vie et de communication, face aux nouveaux problèmes de la cité, qui peut mieux que les écologistes imaginer des formes différenciées d'engagement politique ?

Nous précisons : qui peut mieux, par les temps qui courent à gauche, se permettre le bonheur d'être une *nuance*, comme pourrait le revendiquer un Nietzsche ?

Enfin, qu'il nous soit permis ici d'ajouter : qui peut mieux que l'écologie politique contrer l'OPA que le néolibéralisme a lancé sur l'avenir ?

Qui peut mieux que les écologistes instiller du possible et du désirable dans un monde économique, politique, médiatique et intellectuel où tout paraît impossible ?

OUVRONS LES FENETRES ET NOS HEMISPHERES

(Pour la création d'un *Atelier écologique*)

Nous ne pouvons que constater que la base sociale d'EELV est étroite. Et constater notamment que les ouvriers ne sont pas franchement tentés par l'écologie.

Mais peut-on s'en arrêter là et soulager ainsi à bon compte notre remords d'intellectuels ?

Il est évidemment difficile de demander au chaudronnier qui bosse dans le nucléaire de se projeter dans l'éolien. Surtout quand, de surcroît, nos positions sur l'éolien n'apparaissent pas claires.

Le contexte de crise n'aide pas non plus.

La marge de manoeuvre d'EELV est évidemment très étroite. Mais pourquoi EELV s'interdirait-elle de parler des priorités que sont l'emploi et de la lutte contre la précarité, tout en évoquant les enjeux environnementaux ?

Ca vaut bien une petite révolution culturelle, non ?

Sa sociologie électorale actuelle, essentiellement composée de classes moyennes et supérieures est ce qu'elle est. EELV n'est pas née d'un parti social-démocrate et son ancrage à gauche repose plus sur le libertarisme que sur les valeurs ouvrières, c'est un fait.

Mais une fois de plus, pourquoi EELV ne travaillerait-elle pas à développer une vision qui permette aux classes populaires, mais aussi aux classes moyennes « inférieures » (et peut-être en commençant par elles) de s'y retrouver ?

A moins bien sûr qu'elle ne préfère faire le choix assumé de rester confiner à de l'épicerie politique de quartier et de rester à jamais qu'une force supplétive...

Ce qui frappe aussi, et sans doute plus que la question précédente, c'est une fois de plus le peu d'appétence d'EELV pour les idées, le débat d'idées et l'argumentation. Tout nouvel entrant à EELV ne peut que constater qui se retrouve souvent vite englué dans des jeux de tactiques internes auxquelles il ne comprend rien et qui ne sont pas pour rien dans une certaine volatilité des adhérents.

Alors que le problème, contrairement à ce que l'on dit souvent, par facilité ou paresse, ce n'est pas tant les idées, il y en a tant qu'on veut. Ce qui manque, ce sont surtout des dynamiques dans lesquelles des citoyens, des politiques, des penseurs et des chercheurs travaillent ensemble, sans inverser les rôles.

D'ailleurs on l'a vu à la faveur des Présidentielles. Il n'y a jamais eu autant d'idées à gauche, au PS et à EELV notamment, sans que personne ne soit fichu de les retenir, de les mettre en ordre et de les arrimer à un projet, une dynamique. Résultat, nous sommes face à un divorce entre les intellectuels et le PS.

Et l'on ne peut pas dire qu'EELV en attire davantage...

Raison de plus pour tenter de reprendre le flambeau et ne pas désespérer de tous ces intellectuels, de tous ces jeunes ingénieurs aussi, qui ne demandent qu'à contribuer à une réflexion politique porteuse.

EELV gagnerait à savoir s'entourer pour se repenser.

Peut-être y a-t-il là une opportunité pour le PRé pour le compte d'EELV et de qui d'autre serait preneur ?

Une fois par mois, le secrétaire national d'EELV en personne participerait à une séance de réflexion.

Rêvons : nous mobiliserions la recherche et les innovateurs sur le terrain. Mais aussi les collectivités locales, les organes régionaux (départementaux s'ils existaient) d'EELV, qui auraient leur place dans ce travail de reconstruction idéologique de la gauche et de vertébration idéologique d'EELV. Mais notre ambition pourrait être de travailler avec les autres, tous les autres. A commencer par les cercles de réflexion existants.

Sur les dossiers techniques, le PS, de son côté, n'a pas de difficultés majeures.

Ce n'est pas encore vraiment le cas d'EELV, en tous cas pas sur tous les sujets.

Sur la question de la transition énergétique qui doit nous mener vers un avenir tout en énergie verte dans un monde en croissance perpétuelle, selon FH lui-même (« *faire de la transition énergétique un levier pour un nouveau modèle de croissance verte, durable et solidaire.* »), qu'est-ce qu'EELV a fourni comme études et comme moyens de transition crédibles économiquement et socialement ?

Comment concrètement passe-t-on, et selon quel timing, et à quel prix, d'une société fondée sur la consommation d'énergies fossiles, à une société plus sobre et plus écologique, mais qui soit équitable pour les hommes ? Quelles sont les économies d'énergie à faire, où, comment et à quel coût peut-on optimiser nos systèmes de production et utiliser le plus possible les énergies renouvelables ?

Qu'avons-nous dit de sérieux quand FH, pour complaire à EELV, a annoncé que l'atome était dorénavant prié de descendre à 50% de l'électricité en 2025 ?

Personne n'a moufté sur le pourquoi des 50%, et sur le pourquoi de 2025 ?

Qu'est-ce que EELV a dit sur la question du pétrole et du gaz, qui représentent 50% de la consommation d'énergie du pays (le nucléaire, c'est 40%) ?

Rien.

Est-ce à dire que comme pour FH (qui n'en a dit mot, pas plus que le PS dans son programme), il n'y a aucun problème particulier qui se pose ?

Quel examen critique EELV a mené quand FH, à peine élu, décida de fermer la centrale de Fessenheim ? Alors même que l'on sait que c'est une centrale qui gagne de l'argent, évite à la France d'importer du charbon ou du gaz, fournit de l'emploi, et venait d'être déclarée apte à dix ans supplémentaires par l'Autorité de sûreté nucléaire, parfaitement instruite par la cata strophe de Fukushima ? Quels commentaires a-t-elle seulement émis sur le sens caché de cette annonce ? EELV a-t-elle la moindre idée de comment elle pourrait soutenir le Gvt, l'influer, l'aiguiller dans la volonté affichée de FH d'arriver à son engagement de campagne ?

Nous ne pouvons certes que nous féliciter que le DNTE fut lancé. Mais il est tout de même curieux qu'EELV n'ai rien eu à dire ou à redire sur ce miracle qui a constitué à forger dans cet aréopage des plus fournis en l'espace de six mois, un programme inspiré et consensuel que le PS lui-même n'avait pas réussi à imaginer à quelques dizaines d'experts en dix ans d'opposition !

Nos édiles n'ont pas compris que l'énergie n'est pas un « secteur parmi d'autres ». Sans énergie abondante, il n'y aurait aujourd'hui ni pouvoir d'achat multiplié par 50 en 150 ans, ni baisse du temps travaillé (retraites, études, vacances, semaine de 35 heures...), ni aliments à profusion en toute saison, ni mobilité pour tous... Ni une espérance de vie passée de 25 à 80 ans en deux siècles.

La vraie "transition énergétique", ne serait-ce pas aussi de permettre à la stabilité sociale, politique, l'espoir, la paix, la justice et le progrès de subsister dans une Europe sans croissance physique en n'oubliant pas d'intégrer la variable pétrole et gaz ?

La difficulté, après l'effondrement du communisme et la crise actuelle, on le voit bien, c'est aussi d'être capable de proposer une vision intégrée, globale. La gauche doit être capable de proposer une vision d'un autre monde. En quoi, dans ce cadre-là, pourrait contribuer l'apport d'EELV en la matière ?

En marge de ce travail, il pourrait être lancé un programme en liaison avec la FEVE de valorisation des micro-projets qui fonctionnent au niveau local et voir s'il est possible de les développer au niveau national. Idem avec le secteur des éco-entreprises qui est l'un des plus dynamiques à l'export, mais inconnu du grand public, et méconnu y compris dans les rangs d'EELV. Dans le domaine de l'eau, des déchets, mais aussi de la voiture propre. Dans le seul « marché » des déchets, quand on sait que c'est un marché naissant avec un taux d'équipement des déchetteries inférieur à 1% dans le monde, on mesure combien nos éco-entreprises pourraient essaimer dans le reste du monde !

Sans doute faudrait-il aider à faire émerger une politique cohérente dans le secteur des énergies renouvelables pour aider la France à mieux se situer dans la compétition mondiale qui se livre aujourd'hui autour de la « croissance verte ».

Quelles sont les propositions réalistes d'EELV en la matière ?

L'hexagone se plaçait l'an dernier au 5^e rang mondial des pays exportateurs, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon et la Chine. Les éco-activités générant en 2009 un CA de 64,4 milliards d'euros en France et de 4,4 milliard d'euros à l'export, avec une balance commerciale légèrement excédentaire (+ 750 millions d'euros). Il reste que ces chiffres marquent une faiblesse structurelle. En effet, la France est aujourd'hui davantage positionnée sur des secteurs « matures » de l'économie verte (assainissement et distribution de l'eau, déchets) que sur les nouvelles activités en forte croissance, notamment celles des énergies renouvelables.

Que doit-on penser de l'industrialisation des filières de l'éolien ou du photovoltaïque pas vraiment réussie ? De ce déficit apparent en termes de tissu industriel et de compétitivité ?

Notre environnement réglementaire est-il seulement favorable au développement des éco-activités ? Surtout quand on voit comment en France, les marchés publics sont quasiment fermés aux start-up innovantes et les empêchent par voie de conséquence à se développer à l'international sans pouvoir s'appuyer sur un solide marché hexagonal ?

Même si l'Etat maintient son soutien au secteur à travers l'appel à projets pilotés par l'ADEME, cette aide se concentre sur les filières jugées les plus prometteuses pour la croissance et les emplois. Le solaire semble ainsi avoir été abandonné aux américains et aux chinois.

Il nous faut interroger ce que signifie la « croissance verte », ce que recouvre la marchandisation des enjeux écologiques, la facilité avec laquelle le capitalisme sait se saisir de la thématique verte pour se régénérer et dégager encore plus de profits, l'absurdité, les effets pervers du soutien public et notamment de l'Union Européenne à certaines « énergies vertes ».

C'est qu'il s'agit de trouver une voie entre l'objection de croissance, l'abjuration du productivisme, une écologie « maîtresse d'école », punitive et contre productive dans sa pédagogie, la voie du laisser aller, et celle d'une « économie verte » administrativée, une voie qui tire aussi les leçons de la « crise » financière qui ne peut pas s'en remettre exclusivement, comme toujours, dans la seule adaptation de la nature aux besoins de l'économie ni dans la fuite en avant effrénée dans le technoscientisme ou la mascarade d'un nouveau grenelle 2.

Une voie qui interroge sur ce que ça veut dire une « croissance verte », sur le consumérisme, sur la marchandisation des enjeux écologiques, les diverses tentatives de spéculations sur le climat, etc.

Interroger le pourquoi des résultats misérables du protocole de Kyoto. Sans en faire porter l'échec uniquement sur les Etats Unis. 16 ans tout de même qu'il a été signé avec comme objectif de réduire les « gaz à effets de serre », principalement le CO₂, responsable désigné du réchauffement climatique. Il avait été prévu une baisse de 8% des émissions entre 2008 et 2012. Qu'arriva-t-il ?

Ces rejets n'ont jamais cessé de croître. Les chiffres officiels sont désolants pour ne pas dire tristes à mourir, quand ils ne sont pas tout simplement tronqués, minorés, à cause de calcul sciemment erroné de la part de certains pays.

Que nous disent les statistiques et les instruments de mesure ? On sait maintenant surtout ce qu'ils ne nous disent pas : les innombrables effets pervers des mesures internationales et de leur application à l'échelle européenne par une technocratie hors sol qui entraînent un surcroît d'émissions sur lesquelles on ferme les yeux.

Interroger cette injonction paradoxale qui a fait qu'aujourd'hui les contribuables paient pour sa réduction, alors que bien des industriels malintentionnés et des traders sans scrupules s'enrichissent - subventionnés par ces mêmes contribuables - pour accélérer le réchauffement climatique !

Ou qui veut faire l'ange fait la bête.

On parle beaucoup d'énergie verte, renouvelable, et disant cela on évoque surtout les éoliennes et les panneaux photovoltaïques, alors même que ces énergies couvrent aujourd'hui à peine 1% des besoins européens !

Il y a certes également l'exemple de la biomasse où l'on exploite le méthane obtenu par la fermentation des résidus agricoles, mais l'on voit comment cette piste mise à l'honneur par l'Allemagne notamment qui a encouragé la multiplication de « fermenteurs » locaux pour valoriser leurs déchets végétaux a pu générer d'effets pervers :

Les fermenteurs ont eu tendance à croître en volume et à avoir besoin de plus de matières premières, venues de loin, transportées par la route par des camions brûlant du kérozène. Cette niche a donné des idées à de plus gros, de grands groupes qui ont vite vu la manne qu'ils pouvaient retirer de ce nouveau business. Ils se sont mis à importer des tonnes de déchets de maïs en provenance du Brésil, cultivés sur de grandes étendues d'ex-forêts vierges amazoniennes, uniquement dans la perspective d'être achetées par ces grands groupes, abattues par la grâce d'un Label Vert européen !!

La plupart de ces arbres ayant été brûlés sur place dégageant dans l'atmosphère des millions de tonnes de gaz carbonique clandestin...Alors certes l'Allemagne émet moins de gaz, mais à quel prix et avec quels dommages chez les autres !

Quid également du programme de lutte financé par l'Union Européenne contre les émissions de CO₂ qui aboutit à la délocalisation des sources de ce gaz, et aussi des usines productrices de ciment, d'acier, de biomasse...?

Quid du « charbon vert » inventé par l'Europe, qui a lancé des programmes expérimentaux de « séquestration » du CO₂ émis par les centrales thermiques, censé être ensuite capté, liquifié, puis injecté dans les couches géologiques profondes.

Cela n'a jamais fonctionné et continue de coûter très cher ; on continue du reste à construire de centrales à charbon à coups de subventions, d'en importer le combustible depuis des mines chinoises, « vertes », il va sans dire (Cf l'excellent documentaire de Steffen Weber et Reinhard Hornung, Arte Doc) !

Toutes ces questions, et les autres, doivent pouvoir être posées, interrogées, et leurs réponses confrontées, évaluées, soumises à l'examen critique de tout le monde. En refusant de tenir pour évidentes les évidences mal vérifiées

Dans un axe toujours aussi résolument républicain, qui a présidé à la fondation du PRé. Sans doute parce que nous n'en avons pas d'autre, nous avons la religion de la République et que nous entendons que la République reste une religion sans Dieu ni dogme, c'est-à-dire que l'Etat assume sa mission intellectuelle et morale qui est d'organiser la liberté des citoyens ainsi que l'équité dans la distribution des biens, comme de garantir la primauté de la loi sur la jungle des intérêts et des confessions.

Il faut pouvoir penser sans renoncer. Interroger notre temps et nous donner des raisons d'espérer et d'agir.

Il n'y a aucune raison de laisser le seul PS prospérer qui vient de lancer en janvier 2013, certes pas lui directement, mais son pôle écologique avec Géraud Guibert, un nouveau *Think Tank* baptisé *La Fabrique Ecologique*, fondation autoproclamée pluraliste de l'écologie qui entend se situer dans le sillage de clubs comme le Club Jean Moulin ou la fondation Saint-Simon, rien de moins !

Qui plus est sur un axe dit « républicain » en proposant d'apporter des idées et des solutions. La structure se veut transpartisane. Elle a reçu, entre autres, le soutien de l'ancien premier ministre Michel Rocard, de Chantal Jouanno, ex-secrétaire d'Etat à l'écologie de Nicolas Sarkozy, de Daniel Cohn-Bendit et de l'ancien banquier Jean Peyrelevade, qui conseilla en son temps François Bayrou.

Notons que le député EELV Yannick Jadot, favorable à la ratification du pacte budgétaire européen, a lancé de son côté un club de réflexion avec ses camarades de Bruxelles Daniel Cohn-Bendit, José Bové et Jean-Paul Besset. Intitulé malicieusement "*Europe et Ecologie*", il se donne pour but de défendre une "approche pragmatique mais ambitieuse de l'Europe"

On voit bien que les modèles de production sont d'ores et déjà amenés à évoluer, même si ça reste encore marginal, sous la pression des consommateurs et surtout de la rareté des énergies conventionnelles pour développer ce que l'on appelle un système d'économie circulaire, économe en ressources et respectueuse de l'environnement qui mettrait l'accent sur l'éco-conception (on conçoit un produit en tenant compte de tous les impacts environnementaux sur l'ensemble du cycle de vie du produit), sur l'économie industrielle (en promouvant un mode d'organisation industrielle entre les opérateurs économiques d'un même territoire pour optimiser la circulation des matières premières et des déchets par échange ou par mutualisation), sur l'économie de fonctionnalité (priviliégiant l'usage à la possession et tendant à vendre des services liés aux produits eux-mêmes), sur le réemploi, sur la réparation, sur la réutilisation, et enfin sur le recyclage.

La question est donc bien celle du mix énergétique, des énergies renouvelables et celle de la bonne gestion et de la productivité des ressources naturelles.

Elle est celle en définitive de la nécessaire résorption des tensions entre l'environnement et la croissance économique.

Une « filiale » du PRé, ou quelque chose *ex-nihilo*, pourrait être mise en place, modestement dans un premier temps, ensuite possiblement avec le soutien de quelques mécènes et entreprises et qui pourrait s'appeler *L'Atelier écologique* !!! Et ferait sien l'axiome le plus ironique de Paul Valéry : « *la difficulté aujourd'hui, c'est que l'avenir n'est plus ce qu'il était* ». Mais le fut-il jamais ?